

Congrès AFSP Paris 2013

ST 49: Puissances Emergentes, Institutions Globales et Gestion de Crise

Joan Deas
PACTE / Sciences Po Grenoble
joan.deas@gmail.com

Le Brésil et la médiation du conflit israélo-palestinien: ambitions, stratégies et obstacles

Les 8 années du mandat du président Luiz Inacio Lula Da Silva ont marqué un tournant dans l'histoire diplomatique du Brésil. Le leader Brésilien a en effet profondément remodelé les stratégies, préférences et capacités diplomatiques de Brasilia, au point que le magazine britannique *The Economist* - qui a souvent été critique des positions et initiatives brésiliennes sur des sujets comme les zones de libre échange sud américaines ou encore la question du programme nucléaire iranien - a récemment qualifié le Brésil de "géant diplomatique" dans une comparaison avec l'influence diplomatique de la Turquie au sein de leurs régions respectives.¹

Depuis le début du XXI^e siècle, le Brésil a amorcé une ascension spectaculaire à la fois d'un point de vue économique et politique. Membre à part entière du groupe des BRICs (Brésil, Russie, Inde, Chine) dont le terme a été créé en 2001 par un économiste de la banque Goldman Sachs², le Brésil fait partie de cette catégorie de pays que l'on a désormais coutume de nommer les « puissances émergentes », en référence au dynamisme de leur marché et de leur économie comparé au marasme de celles des grandes puissances traditionnelles. Or - pour reprendre une observation

¹ "Is Turkey turning its back on the West?", *The Economist*, 21 octobre 2010, disponible en ligne: <http://www.economist.com/node/17309065>. Cet article a été mentionné par Celso Amorim, l'ancien ministre des affaires étrangères brésiliennes de l'administration Lula, dans son article "Brazil and the Middle-East", *The Cairo Review of International Affairs*, 2/2011, pp. 48-63. Disponible en ligne: <http://www.aucegypt.edu/gapp/cairoreview/pages/articleDetails.aspx?aid=64>

² En créant ce terme, Jim O'Neill avait pour but initial de planifier une stratégie d'investissement de la banque dans ces quatre pays dont le marché était considéré comme le plus prometteur du XXI^e siècle. Ce regroupement tient lieu d'un calcul de projection de l'économiste, prévoyant que l'addition du PIB des quatre BRICs dépasserait avant 2050 celui des sept plus grandes puissances membres du G7. L'économiste prévoyait donc un glissement net de la puissance - du moins de la puissance économique - vers les émergents au détriment des vieilles puissances traditionnelles du Nord. Jim O'Neill ne s'est pas trompé. A peine sept ans plus tard en 2008, les marchés émergents représentaient 80% de la population mondiale et créaient 50% de la richesse globale, même s'ils ne représentaient encore que seulement 11% de la valeur cumulée des grands marchés financiers (ROBERTS, 2010). Près de 60% de l'augmentation totale de la production mondiale entre 2000 et 2008 a eu lieu dans les états émergents et en développement, 50% de cette part concernant uniquement les BRICs. Les prévisions considérant initialement que les BRICs « dirigeraient le monde (économique) » en 2050 ont même été revues à la hausse, tablant désormais sur un dépassement en 2027.

classique du paradigme réaliste - un accroissement de la puissance économique d'un Etat entraîne à terme un accroissement certain de sa puissance militaire et politique, ainsi qu'un accroissement de ses intérêts et ambitions sur la scène internationale. En accord – partiel – avec cette perspective, le principal objectif de la politique étrangère de Brasilia a donc été d'obtenir sur la scène internationale une reconnaissance à la hauteur de sa puissance économique nouvellement acquise, ainsi que des responsabilités correspondant à son statut "naturel" de "grand pays." (SOARES DE LIMA & HIRST 2006:21).

Si le Brésil partage avec les autres puissances émergentes un certain nombre de points communs, notamment une économie dynamique et un PIB en constante augmentation à l'heure où l'économie des grandes puissances traditionnelle pâtit toujours durement des conséquences de la crise économique de 2008, ainsi qu'un gout commun pour des valeurs de « non-alignement » telles le respect de la souveraineté et une aversion pour l'interventionnisme du modèle libéral occidental, le géant sud-américain se démarque cependant également par un certain nombre de singularités. Conscient que le statut de puissance est également une question de perception par les autres états et que le pouvoir est ainsi une notion au moins partiellement socialement construite (HURRELL 2008) qui ne dépend donc pas uniquement des capacités réelles de l'Etat mais également de sa capacité effective d'influence sur les autres puissances (ELLIOTT ARMIJO & BURGESS 2010), le Brésil a ainsi attaché beaucoup d'importance au développement de son image et de sa réputation, notamment en cherchant à développer et optimiser ses points forts, à savoir son profil de "puissance sans ennemi", de "diplomatie parlementaire" et d'"interlocuteur universel", déjà solidement ancrés dans sa zone d'influence (SOARES DE LIMA & HIRST 2006). Sa volonté d'influencer les normes internationales et d'acquiescer un statut de puissance globale s'est ainsi accompagnée d'une stratégie fondée sur le « soft power » et le « power-as-influence » bien plus que sur le « hard power » qu'il a volontairement délaissé, notamment les questions de puissance militaire³, rompant ainsi avec le paradigme réaliste classique cité précédemment. Il s'est néanmoins également appuyé sur des attributs de puissances classiques tels que son large territoire, sa population et son profil économique (SOARES DE LIMA & HIRST 2006).

Le Brésil a depuis des années également cherché à préserver son indépendance sur la scène internationale, notamment vis à vis de l'hégémon nord-américain, tout en cherchant à progressivement étendre son rôle et ses responsabilités au niveau régional et supra-régional. Parmi ses stratégies développées, on compte notamment la mise en place de coopérations et coalitions de type "Sud-Sud"⁴ dans la droite ligne de son désir d'indépendance vis à vis du modèle libéral dominé par les puissances traditionnelles. Brasilia s'est également tournée vers le niveau multilatéral dont elle a fait son terrain naturel pour exercer et agrandir son influence (ELLIOTT ARMIJO &

³ Les capacités de projection de force brésiliennes sont en effet faibles comparativement à celles des pays aux économies de l'envergure de Brasilia.

⁴ Notamment en se coalisant avec d'autres émergents partageant des valeurs et revendications similaires, tels que le groupe "IBAS" (Inde, Brésil, Afrique du Sud) qui partage à la fois des valeurs démocratiques, de non-alignement, de coopération sud-sud et d'égalité, tout comme des revendications communes comme celle d'une meilleure représentativité au sein des organes multilatéraux clés comme le Conseil de Sécurité des Nations Unies, ainsi qu'une préoccupation importante pour les thématiques de développement.

BURGES 2010; SOARES DE LIMA & HIRST 2006). Le multilatéralisme est en effet une composante intégrante de la politique étrangère brésilienne, dont la bonne maîtrise des normes institutionnelles ainsi que des stratégies d’*“insider activism”* et de *“norms entrapment”* (SOARES DE LIMA & HIRST 2006) au sein des organisations internationales et divers régimes de négociations internationaux ont à la fois garanti à Brasilia une meilleure représentativité et capacité de défense de ses intérêts, tout en réussissant à exercer une certaine forme de contrainte sur les grandes puissances, prises au jeu de leurs propres normes. Selon les dires de son ministre des affaires étrangères de l’époque Lula, Celso Amorim, Brasilia a ainsi *“fait sentir sa présence dans la plupart des négociations internationales, de la finance au commerce, du climat au désarmement. Le Brésil est membre de plusieurs groupes ayant un rôle crucial dans la gouvernance mondiale tels que le G20, le groupe des BRICS et celui des BASIC. Le rôle du Brésil dans les négociations commerciales a été largement reconnu, même par ceux qui ont pu regretter (cet activisme)”* (AMORIM 2010:1). Cette volonté d’influence internationale à travers les institutions multilatérales – si elle ne s’est pas accompagnée de désirs révisionnistes frontaux – s’est tout de même caractérisée par une volonté de réforme de certaines normes et formats institutionnels, culminant avec la revendication de Brasilia pour l’obtention d’un siège permanent au Conseil de Sécurité de l’ONU. Cette requête illustre une fois de plus la volonté brésilienne de faire correspondre la représentativité des puissances émergentes avec leur poids économique et leur influence réels sur les affaires économiques mondiales.

Poursuivant sa logique de *“power as influence”* et de médiateur, Brasilia a développé à la fois son image de puissance démocratique et de *“médiateur entre les forts et les faibles”* acquise après l’inscription à l’agenda par Lula de thématiques de justice sociales et d’égalité Nord-Sud, ainsi que des capacités de dialogue inclusif et de *“diplomatie silencieuse”* ayant mené à un remarquable historique de pacification dans sa région d’influence. Le Brésil peut ainsi désormais se targuer d’avoir sécurisé ses frontières – pourtant très larges – et de dominer une région en très grande partie pacifiée et intégrée, non pas par la force mais bien par la construction de coalitions économiques et politiques ainsi que la prévalence du dialogue et de la médiation sur les conflits ouverts, notamment au Vénézuéla, en Bolivie, en Equateur ou au Honduras (SOARES DE LIMA & HIRST 2006:32 ; ELIZONDO 2009). Cela lui a permis de se projeter vers de nouveaux horizons d’influence. Brasilia a ainsi commencé à investir le champ de la résolution de conflit, de la sécurité et du maintien de la paix au niveau global, notamment en dirigeant depuis 2004 la mission onusienne de maintien de la paix en Haïti (MINUSTAH) et en renforçant son rôle d’actif défenseur de la non-prolifération nucléaire au sein de l’Agence Internationale de l’Énergie Atomique. Le Brésil a ainsi *“soutenu un ensemble d’institutions régionales en Amérique du Sud, distribué aide et assistance en Afrique, fait la démonstration de son autorité à l’Organisation mondiale du commerce et milité pour imposer de nouvelles instances comme le G20 et les Brics dans le paysage international.”* (Matias Spektor, *Financial Times*, cité et traduit par *Courrier International*, Hors Série Juin-Juillet-Aout 2013)

Mais ce n’est qu’en 2008-2009 que le Brésil exprime publiquement son intérêt pour la région moyen-orientale, traditionnellement située hors de son champ d’expertise et d’influence, et marquée par une forte exclusivité occidentale – principalement américaine. Brasilia a en effet vu dans l’impasse diplomatique et l’échec occidental de trouver une issue aux diverses crises déchirant la région une opportunité pour à la fois démontrer ses capacités de médiateur, marquer sa différence de style et de valeurs

d'avec les puissances occidentales dont les stratégies sont traditionnellement distributrices et coercitives, et enfin effectuer un pas majeur vers la reconnaissance de son statut de puissance globale sur la scène internationale. Le Moyen-Orient est en effet considéré et perçu comme un terrain diplomatique aussi complexe que prestigieux et lucratif pour qui sera en capacité d'y faire valoir ses intérêts et d'influencer les comportements des différents acteurs locaux. C'est également un terrain d'influence indispensable pour qui a pour ambition de prouver son potentiel dans le domaine sécuritaire et se targuer d'être une puissance en capacité de résoudre des conflits complexes sur un terrain directement lié aux intérêts des puissances majeures. C'est enfin un terrain idéal pour le Brésil car en droite ligne avec sa stratégie fondée sur le power-as-influence, visant à consolider son image internationale de "puissance médiatrice" et de potentielle grande puissance. Brasilia a donc ainsi tenté de jouer en simultané un rôle de médiateur/facilitateur en intervenant à la fois avec la Turquie dans le dossier de la crise du nucléaire iranien, objet de négociations complexes et sensibles entre le groupe P5+1 (cinq membres permanents du Conseil de Sécurité plus l'Allemagne) et la République Islamique d'Iran, mais également dans le conflit israélo-arabe en recevant à quelques semaines d'intervalle le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas et le président Israélien Shimon Perez à Brasilia. Le président Lula déclarait alors à la presse: *"I spoke about peace with President Shimon Peres, with Mahmoud Abbas and I will speak with Ahmadinejad about it. I am going to speak about it because I think only peace can guarantee the growth of countries, and tranquillity of peoples and a better life for people. I have a notion of the significance of the conflicts in the Middle East. I have a notion of the role of Iran, and that of Israel, and the role of Palestine, and of Syria"* (AZIMA 2010). Cette volonté illustre à la fois sa vision globale des conditions nécessaires à la stabilité de la région, ainsi que son désir d'effectuer un pas supplémentaire important dans la consolidation de son image de "puissance médiatrice" sur le modèle scandinave ou anciennement canadien. Jouissant d'un statut de puissance à la fois régionale et moyenne - comme la Turquie - le Brésil voit ainsi en cette offre et expertise de médiation un moyen alternatif efficace d'obtenir une reconnaissance et donc un gain de puissance sur la scène internationale.

Cependant, quel format de médiation le Brésil a-t-il la volonté – et surtout les capacités - de proposer dans cette région si complexe, sensible et éloignée de sa zone d'influence et d'expertise originelle? À quel profil de médiateur Brasilia correspond-il? Celui d'un *"principal power mediator"*, ou celui d'un *"neutral facilitator"* (ALTUNISIK & CUHADAR 2010)? Quels sont les défis de médiation inhérents à ce conflit et quelle place l'hégémon américain sera susceptible et capable de laisser à Brasilia dans cette entreprise? Cet article est destiné à analyser à la fois les capacités, les préférences et les stratégies d'insertion brésiliennes au sein du processus de résolution de conflit israélo-palestinien, ainsi que leurs différentes limites.

Nous démontrerons ainsi que (1) le Brésil cherche à travers la construction d'une image de « puissance médiatrice » sans ennemi et d'interlocuteur universel un moyen alternatif d'optimiser son influence sur la scène internationale, avec pour objectif final l'obtention d'un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies. La médiation est ainsi vue et utilisée comme un instrument de puissance et d'influence, se démarquant ainsi des stratégies des grandes puissances plus enclines et capables d'utiliser la coercition comme instrument de puissance sur la scène internationale. Nous montrerons également que (2) le Brésil compte se saisir de l'impasse diplomatique et de l'échec politique de l'hégémon américain dans les processus de

résolution de conflit des crises au Moyen-Orient, notamment le processus de paix israélo-palestinien, comme d'une opportunité pour faire preuve de ses capacités de médiateur et définitivement asseoir son statut de puissance médiatrice à l'échelle globale. (3) Si la stratégie de Brasilia privilégie au delà du simple dialogue la construction de différents leviers économiques, politiques et structurels au Moyen-Orient afin de lui ouvrir le maximum d'options en terme de stratégies et de types de médiation, les capacités et le profil de médiation du Brésil - notamment son manque de leviers et d'expertise dans la région - le destinent pour le moment à adopter et proposer une position de facilitateur neutre plutôt que de médiateur principal (« *Principal power mediator* »⁵) au sein du conflit israélo-arabe. (4) Nous émettons également l'hypothèse que cette tentative d'insertion dans le processus de paix israélo-arabe rencontrera plusieurs limites d'envergure, notamment (4a) un rejet probable par l'hégémon américain, qui ne permettra pas l'intrusion diplomatique du Brésil sur la scène moyen-orientale, comme il l'a déjà fait pour sa tentative de médiation de la crise du nucléaire iranien en 2009-2010, et surtout (4b) des limites domestiques avec le ralentissement annoncé de la conjoncture économique et un retournement de l'opinion publique qui pousseront Brasilia à reprioriser son agenda au profit de la gestion de problèmes internes et régionaux.

Quelle médiation et quels médiateurs pour le conflit israélo-palestinien?

Dans cette section nous passons en revue les différentes catégorisations théoriques de la médiation de conflit, établissons un bref historique des activités de médiation initiées dans le conflit israélo-palestinien ainsi qu'une présentation des principaux acteurs du processus de paix, dans le but de définir un cadre conceptuel et d'analyser dans la partie suivante la façon dont le Brésil s'y insère, souhaite s'y insérer ou peut s'y insérer.

Comprendre la médiation de conflit: définition et cadres conceptuels

La médiation de conflit est une activité par essence difficile à définir, étant donné qu'elle peut être menée par différents acteurs, dans différents contextes et de différentes manières. La médiation étant un art plus qu'une science, reposant sur le fragile équilibre de confiance entre le médiateur et les parties prenantes au conflit, sa définition est ainsi volontairement laissée quelque peu flexible et non formalisée, afin de donner le maximum d'espace et de marge de manoeuvre aux tierce parties qui la pratiquent. Comme le disent éloquentement Crocker, Hampson et Aall, « *les définitions de la médiation sont aussi nombreuses que les médiateurs eux-mêmes.* » Ils ajoutent néanmoins : « *la plupart, cependant, incluent l'idée d'un processus entrepris par une tierce partie extérieure dans le but de créer ou maintenir la paix.* »⁶ (CROCKER, HAMPSON & AALL 1999:7).

Nous allons cependant pour ce papier nous reposer sur une définition particulière.

⁵ Pour la notion de "Principal Power Mediator", voir notamment ALTUNISIK Meliha & CUHADAR Esra, "Turkey's search for a third party role in Arab-Israeli conflicts: a neutral facilitator or a principal power mediator?", *Mediterranean Politics*, Vol. 15, No. 3, pp. 371-392, Novembre 2010

⁶ "Definitions of mediation are as various as mediators themselves. Most, however, include the idea of a process undertaken by an outside party to bring or maintain peace."

Nous considèreront ainsi la médiation comme “un processus volontaire de gestion de conflit fondé sur une approche coopérative, dans laquelle une tierce partie idéalement neutre facilite la résolution d’un différend entre deux ou plusieurs parties. Ce processus est flexible, non-compétitif, non-contraignant et non-judiciaire. Le rôle du médiateur varie en fonction du degré de son institutionnalisation, de ses intérêts et des ses attentes liés à son activité de médiateur. Cependant, on attend de tout médiateur qu’il aide les parties à adopter des solutions mutuellement bénéfiques en facilitant la communication entre elles, en cherchant à créer un terrain de négociation commun et en s’efforçant de transformer leur perception du conflit ainsi qu’éventuellement leur comportement.”⁷

Dans les définitions classiques de la médiation de conflit, les parties et tierces parties sont normalement mandatées et possèdent donc le pouvoir légal et politique de signer et d’exécuter au sein de l’Etat qu’elles représentent l’accord qui aura éventuellement vu le jour. En d’autres termes, même si les activités de résolution de conflit infra et non-gouvernementales sont une composante importante afin de préparer le terrain et/ou faire persister dans le temps un éventuel accord de paix, la médiation en elle-même est toujours une activité se déroulant au niveau inter-gouvernemental.

La littérature offre plusieurs cadres théoriques pour analyser et définir le large spectre des activités et stratégies de médiation de conflit. Parmi ceux-ci, deux catégories majeures se distinguent: le paradigme de la « prévention structurelle » et celui de l’approche « transformative / socio-psychologique ». Malgré le fait que ces deux paradigmes ne soient pas totalement contradictoires et devraient idéalement être utilisés dans une perspective de complémentarité afin d’optimiser l’efficacité d’un processus de résolution de conflit donné, ce qui est d’ailleurs le cas dans le processus de paix israélo-palestinien, ils divergent néanmoins sur plusieurs points.

Prévention structurelle

Ce paradigme est ancré dans la théorie réaliste classique et se focalise sur des facteurs “objectifs” (JONES 2008). Il est fondé sur “la conviction qu’à travers l’usage de la persuasion, d’incitations et de dissuasions, les parties prenantes à un conflit peuvent être amenées à s’accorder sur une solution négociée” (CROCKER, HAMPSON & AALL 1999:20). Ce paradigme, ancré dans la théorie du choix rationnel des acteurs, considère les causes du conflit comme des facteurs objectifs – par opposition à subjectifs – qui peuvent céder la place à la négociation.

Le terme de prévention structurelle fait ainsi référence aux efforts de construction et de renforcement institutionnel mis en place par le médiateur dans un conflit donné afin de modifier ces facteurs objectifs de conflit, incluant par exemple une contribution au développement du capital social, l’établissement et le maintien d’institutions légales et politiques encourageant la non-violence et le développement de négociations, ou encore l’encouragement d’une aide au développement sensible au conflit et aux différentes problématiques spécifiques qu’il pose. Cette stratégie implique donc plus qu’une simple assistance du médiateur dans le dialogue et la conclusion d’un accord entre les parties. Elle inclut également un ensemble d’activités

⁷ Cette définition utilise des éléments conceptuels développés par CROCKER, HAMPSON & AALL, BERIDGE, BERCOVITCH, HONEYMAN & NITA, KRIESBERG, STEPP, ZARTMAN & TOUVAL, et ZUMETA.

suceptibles de rendre propice l'aboutissement d'un consensus, notamment en incitant les parties à modifier leurs calculs rationnels vis à vis d'un potentiel accord négocié (ALTUNISIK & CUHADAR 2010:377).

Ce paradigme attache donc logiquement de l'importance aux questions de puissance et des leviers possédés par le médiateur (CROCKER, HAMPSON & AALL 1999 ; ALTUNISIK & CUHADAR 2010). Ceux-ci peuvent en effet calibrer leurs stratégies afin de « faire mûrir »⁸ le conflit vers une solution négociée à travers l'usage d'une combinaison de « carottes » et de « bâtons ». Ils doivent être capables de « montrer leurs muscles » en exerçant une pression adéquate au moment approprié sur les parties, mais doivent également en contre-partie fournir à celles-ci un certain nombre de garanties et d'incitations dans le but d'influencer leurs motivations et donc de modifier leurs calculs rationnels de coût-bénéfice concernant l'utilité d'une solution négociée. Dans certaines situations, « les médiateurs musclés » (*muscle mediators*) (TOUVAL 1982) à savoir principalement les grandes puissances, utilisent directement leur pouvoir comme un levier de puissance, plaçant ainsi l'impartialité et la neutralité comme des nécessités de second plan dans le processus. Selon certains auteurs, notamment Zartman, dans ce type de circonstances la puissance du médiateur a ainsi plus d'importance et d'utilité que sa neutralité pour assurer le succès d'une médiation de conflit (ZARTMAN 1996 ; STERN & DRUCKMAN 2000 ; BERIKER 2008).

Approche socio-psychologique et transformative

Contrairement au paradigme de la prévention structurelle, l'approche socio-psychologique / transformative se focalise sur le processus de communication et d'échange comme moyen d'ammener les parties à prendre conscience de leur identité profonde, et d'ainsi modifier leurs perceptions et leur attitude à l'égard de « l'autre » ou de « l'ennemi », le tout dans l'objectif final de faciliter un processus de reconnaissance mutuelle et remodeler les relations entretenues par les parties (SCHEMEIL 2010; CROCKER, HAMPSON & AALL 1999). L'objectif du dialogue ainsi initié est de fournir un forum dans lequel les parties peuvent explorer différentes options et développer des solutions, en parallèle ou en dehors de la structure de négociation formelle. Le type de dialogue mis en place est un ensemble d'échanges et de contacts entre et au sein même des parties. Contrairement à la prévention structurelle, pour être complètement efficace, ce type d'approche - fondé sur une vision « positive » de la paix (GALTUNG 1975) venant briser et transformer la perception type « nous-eux » du conflit - doit inclure des acteurs allant au delà du cercle officiel, en impliquant des acteurs para et non gouvernementaux, des leaders d'opinion et d'autres acteurs clés et représentatifs de la société civile.

L'attention est donc ici portée sur la perception du processus par les parties et le dialogue plutôt que sur les intérêts et les résultats concrets. Les causes du conflit reflétant des fractures sociales et de nature subjective, il est donc en conséquence plus important d'identifier les besoins sous-jacents gouvernant la perception du conflit de chaque partie plutôt que d'analyser leurs intérêts (CROCKER, HAMPSON & AALL 1999 ; JONES 2008). Le but du médiateur consiste donc en la transformation des

⁸ Traduction du terme “ripen”, faisant référence au concept de “ripeness” développé par William Zartman pour analyser l'importance essentielle du timing dans l'initiative de l'effort de médiation au sein du cycle du conflit pour optimiser les chance de réussite du processus.

perceptions, des attitudes, des valeurs et des comportements des parties, recréant ainsi de nouveaux canaux de communication et établissant éventuellement de nouveaux liens entre les individus.

Pour ce faire, le médiateur possède plusieurs instruments et utilise un certain nombre de stratégies: parmi ceux-ci, l'organisation de réunions informelles et consultatives, d'atelier de résolution de problèmes, de *focus groups*, de formations en résolution de conflit au niveau communautaire, d'assistance au développement et au design de systèmes de résolution de conflit compatibles avec les normes et cultures locales, etc. (CROCKER, HAMPSON & AALL 1999).

L'approche socio-psychologique / transformative de la médiation essaie ainsi de révéler de nouvelles voies permettant l'établissement de canaux de communication, l'initiation de discussions ou la création de cadres de solutions à des problèmes communs, poussant ainsi au rétablissement de la confiance et à l'apprentissage mutuel. Elle permet ainsi l'identification des étapes nécessaires à la levée des différentes impasses immobilisant le processus de paix et le développement de nouvelles normes menant ainsi les parties en dehors du conflit (CROCKER, HAMPSON & AALL 1999). Cela requiert ainsi des parties qu'elles accordent leur entière confiance au facilitateur. En retour, ce dernier se doit de demeurer le plus neutre possible, son rôle étant d'être entièrement dévoué à la réussite du processus, jouant ainsi un rôle plut passif et moins intéressé/manipulateur que celui du médiateur présenté dans le paradigme de la prévention structurelle, notamment de la médiation de puissance.

Quel médiateur pour quel type de médiation?

Les médiateurs peuvent avoir plusieurs fonctions. Zartman et Touval (1996) ainsi que Bercovitch (1992) catégorisent la fonction de médiateur en trois catégories: (1) celle de communicateur/facilitateur, (2) celle de formulateur et (3) celle de manipulateur. Si dans l'idéal un médiateur devrait être en mesure d'adopter une ou plusieurs de ces stratégies et fonctions dépendamment du contexte et du cycle du conflit dans lequel il est appelé à intervenir, tous les médiateurs ne peuvent cependant pas exercer tous les types de médiation dans la réalité. Leur aptitude et leurs stratégies dépendront en grande partie de leur identité, leurs valeurs, leurs capacités de puissance et leurs ressources matérielles (ALTUNISIK & CUHADAR 2010). La fonction de manipulation, consistant à modifier les préférences et les calculs rationnels des parties à travers l'usage de différents leviers, tombe en effet dans le domaine du "power mediation" ou médiation de puissance, correspondant au paradigme de la prévention structurelle. Or ce type de médiation est généralement seulement approprié aux grandes puissances, les puissances moyennes ne possédant pas les leviers nécessaires et suffisants à son utilisation adéquate. Les coalitions d'Etats peuvent potentiellement cumuler les leviers nécessaires pour en faire usage, mais demeurent affaiblies par leurs potentielles divergences et divisions. La fonction de communicateur/facilitateur requiert quant à elle une approche transformative, des qualités de dialogue inclusives et compréhensives ainsi qu'une stratégie socio-psychologique, généralement mieux maîtrisées par les puissances intermédiaires et les acteurs non-étatiques.

Deux profils de médiateurs semblent ainsi émerger: les médiateurs « puissants » ou « principaux » et les médiateurs « neutres » (PRINCEN 1992). Là où les médiateurs principaux ont des intérêts directement en jeu dans le conflit et ont la capacité

d'apporter un certain nombre de ressources et d'user d'un certain nombre de leviers dans son processus de résolution, les médiateurs ou "facilitateurs" neutres n'ont ni d'intérêt dans l'issue de la crise, ni de ressources qu'ils peuvent mettre suffisamment à profit afin de modifier le calcul rationnel des parties. Là où le principal médiateur n'hésite pas à mettre en place des politiques de conditionnalité et des stratégies distributives et coercitives telles que des coalitions ponctuelles avec l'une des parties pour exercer une pression sur la seconde afin d'obtenir ce qu'il désire, le médiateur neutre se retient de mettre en place ce type de pratique (tant soit peu qu'il ait les capacités et les ressources suffisantes pour la mettre en place), se focalisant au contraire sur l'inclusivité du dialogue et l'aspect juste et durable de l'accord potentiel (ALTUNISIK & CUHADAR 2010).

Le pouvoir et l'impartialité semblent ainsi posséder une relation inversement proportionnelle et des caractéristiques mutuellement exclusives (SINIVER 2006; ALTUNISIK & CUHADAR 2010), dont la logique est résumée par le schéma ci-dessous. Là où l'impartialité et l'attachement à la justesse du processus de dialogue est la principale qualité attendue du médiateur neutre, qui se focalisera ainsi plus sur les questions de forme et de processus que sur le fond de l'accord, ce sera au contraire la capacité à jouer des différents leviers de puissances, quitte à le faire d'une manière biaisée et partielle, qui sera attendue de la part du médiateur principal dans le but de faire avancer la substance de l'accord en forçant les parties à faire des compromis et en modifiant leur calcul rationnel de coût/bénéfice.

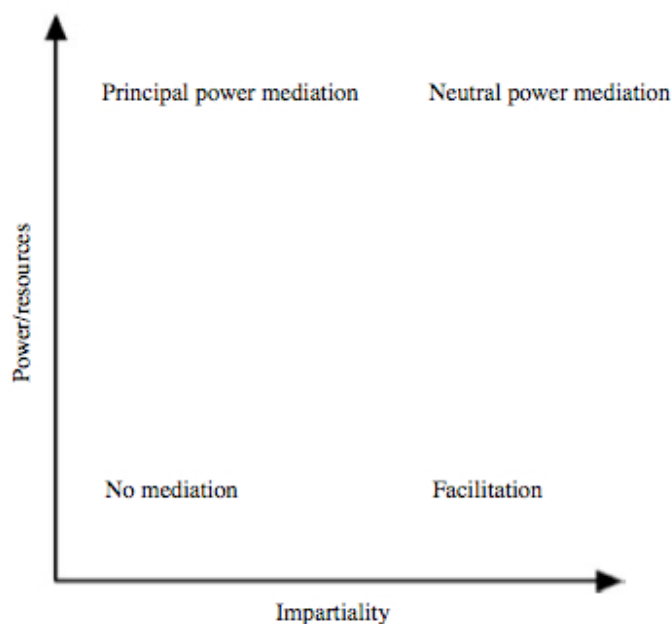


Figure 1. Types of mediation (power and neutrality)

Source: ALTUNISIK & CUHADAR 2010:379

Si ces deux approches ont chacune leurs avantages et leurs inconvénients, elles doivent dans l'idéal être menées de manière complémentaire afin d'optimiser les chances de réussite d'un processus de résolution de conflit donné. La coopération entre le médiateur principal et le médiateur neutre (lorsque les deux types de médiateurs interviennent dans le même conflit) est ainsi un atout incontestable, voire une composante essentielle du processus. C'est particulièrement vrai dans les processus de résolution de conflit dits « insolubles » (*intractables*) tels qu'est

considéré le conflit israélo-palestinien – le plus long et complexe de l’histoire contemporaine mondiale.

Historique des activités de médiation dans le conflit israélo-palestinien: acteurs, structures, profils, stratégies

Le conflit israélo-palestinien - dans sa "forme moderne" – s’est officiellement déclenché en 1947 à la suite d’un mandat de l’ONU divisant la Palestine en territoires arabe et juif, suivi par la déclaration d’indépendance de l’état d’Israël par David Ben Gurion en Mai 1948. Toutefois, l’origine du litige est beaucoup plus ancienne et a opposé Arabes et Juifs depuis la fin du XIXe siècle. Une caractéristique centrale du conflit a été la lutte de souveraineté territoriale entre deux peuples, les Juifs et les Arabes palestiniens, chacun revendiquant la même terre que les deux considèrent comme Sainte pour leur religion et culture respective. Cette crise est ainsi souvent également considérée comme un conflit identitaire en plus d’une lutte territoriale (KRIESBERG 2001). Elle dure maintenant depuis plus de soixante ans, et est considérée par la plupart des universitaires et des praticiens comme le conflit le plus complexe et sensible de l’histoire contemporaine mondiale. Les parties se sont cependant engagées dans de nombreux processus et tentatives de résolution au cours des années, à l’aide de divers moyens à la fois traditionnels et « alternatifs », mais dont les résultats ont été jusqu’à présent aussi peu concrets que réguliers et convaincants. C’est également la raison pour laquelle la médiation a été très souvent utilisée pour tenter de résoudre ce conflit. La médiation est en effet considérée comme *« particulièrement nécessaire pour tenter de résoudre les différends les plus sensibles, en particulier ceux engageant et opposant les parties depuis de longues périodes, les enfermant progressivement dans des postures qui semblent rendre tout compromis impossible sans ébranler gravement les positions nationales et publiques de leurs dirigeants. La médiation est également appropriée dans les cas où les parties ont la plus profonde méfiance vis à vis de leurs intentions mutuelles, où les différences culturelles présentent un obstacle supplémentaire à la communication (Cohen, 1997), et où au moins l’une des parties refuse de reconnaître l’autre. »* (BERIDGE 2005). Le conflit israélo-palestinien correspond clairement avec la plupart des points de la description donnée par Beridge.

Bien que certains progrès aient été accomplis et que le conflit ait subi une transformation profonde, en partie obtenue grâce aux activités de médiation (KRIESBERG 2001), il a également connu graves perturbations et phases de régression, et le chemin pour parvenir à une paix juste et durable dans la région est encore long à parcourir. Cependant, comme nous venons de le constater, ce conflit fournit un cadre « parfait » pour l’essai et la mise en place de processus de résolution des conflits alternatifs, en particulier ceux liés à la médiation transformative.

Cette section n’est pas dédiée à faire un historique exhaustif de ce conflit, mais plutôt à souligner certains des plus importants processus de médiation y ayant été initiés, ainsi que certains processus transformatifs – notamment les processus de type “Track Two - qui ont sensiblement soutenu, préparé ou accru ces efforts de médiation structurels. Bien qu’il est impossible de donner une liste exhaustive de l’ensemble des processus menés dans la région depuis le début du conflit, on tentera néanmoins de faire une courte revue et analyse des principaux efforts de médiation entrepris.

Approche de prévention structurelle et médiateur principal

Diverses personnes et différents groupes ont fourni de nombreux services de médiation à des stades différents du conflit. Toutefois, au niveau structurel et concernant les initiatives de “power mediation”, les Etats-Unis ont majoritairement joué le rôle de médiateur principal, et semblent encore à l’heure actuelle avoir l’intention de garder ce privilège, notamment en raison de leur proximité politique, économique et militaire avec Israël, ainsi que leur nombreux intérêts personnels directement en jeu, poussant Washington à chercher à assurer une situation stable dans la région (KRIESBERG 2001). Les Etats-Unis semblent d’ailleurs encore être à l’heure actuelle le seul acteur possédant suffisamment de leviers et de puissance pour pouvoir exercer suffisamment de pression sur les parties du conflit afin de les amener à la table de négociation et les pousser à adopter un éventuel accord. *« L’une des raisons pour lesquelles le gouvernement américain est considéré comme un médiateur attrayant est qu’il contrôle un grand nombre de ressources qui peuvent être utilisées pour “élargir la taille du gâteau” destiné à être divisé entre les adversaires à l’issue d’un éventuel accord. Il dispose également des ressources nécessaires pour compenser les pertes que peuvent potentiellement avoir à subir certaines des parties. Enfin, ses intérêts sont si nombreux de chaque côté de la ligne de front que chaque partie peut exprimer des appels de soutien vigoureux »* (KRIESBERG 2001:385).

Les Etats-Unis ont ainsi fourni diverses combinaisons de services de médiation à l’aide de stratégies ayant évolué en fonction des administrations en charge du dossier. Ces activités incluent notamment une médiation intense, active et régulière menée par le Président lui-même, ayant recours à un large éventail d’incitations comme illustré par le président Carter en 1978. La stratégie américaine comprend également l’exploration par le Secrétaire d’Etat (actuellement John Kerry) de différentes formules permettant d’entreprendre une nouvelle série de négociations, un rôle notamment illustré par James Baker en 1992. La stratégie comprend également la participation des hauts fonctionnaires du Département d’Etat dans la “micro-gestion” des détails de la négociation qui feraient l’objet de blocages, illustrée notamment par les efforts de Dennis Ross et Aaron Miller ayant permis la mise en place de l’accord entre Israël et l’Organisation de Libération de la Palestine (OLP) concernant le redéploiement partiel israélien dans la ville d’Hébron, signé en janvier 1997 (KRIESBERG 2001). Enfin, un envoyé spécial peut également être nommé dans la région afin d’assurer la fluidité et la qualité du processus ainsi que la stabilité et l’étroitesse des relations avec les parties.

Toutefois, la médiation étant par essence un processus volontaire, non juridique et non-contraignant, même les médiateurs les plus puissants peuvent rarement imposer un accord aux parties; leurs efforts de médiation étant en effet contraints par les circonstances. En outre, dans le cas du conflit israélo-palestinien, Kriesberg souligne que "les adversaires engagés dans les négociations définissent systématiquement les paramètres de tout accord potentiel" (KRIESBERG 2001:386). On a pu en avoir une illustration lors des négociations de Camp David II en juillet 2000 entre les délégations israélienne et palestinienne, respectivement dirigées par Ehoud Barak et Yaser Arafat, et dont la médiation était à cette époque gérée par l’administration Clinton.

L'autre problème menaçant potentiellement les résultats de la médiation américaine est que cet acteur ne peut pas être considéré comme neutre. Bien que Zartman ne considère pas cela comme un problème mais plutôt presque comme une nécessité pour les pourparlers de paix comme vu précédemment (dans le sens où ce manque de neutralité ne peut pas être évité et peut même être une partie intégrante de la trousse à outils et de la stratégie du médiateur) (ZARTMAN 1996), cette absence de neutralité peut néanmoins avoir des dommages collatéraux sur un processus si long et délicat. Par exemple, bien qu'il y ait une véritable volonté de régler le différend israélo-palestinien, les Etats-Unis possèdent trop de “spoilers” dans leur propre camp, contrainte ayant empêché les administrations successives d'engager la totalité de leurs forces et leviers dans le processus de paix. Si l'on considère les contraintes sociales et politiques supplémentaires connues par les belligérants au niveau domestique, cela réduit ainsi considérablement la fenêtre d'opportunité pour une action globale, concrète et efficace dans la région. Toutes ces contraintes en partie conduites au piètre bilan connu par la région en terme de résultats, bien que certains succès relatifs aient été rendus possible grâce à l'utilisation d'une stratégie combinée, en utilisant dans la même fenêtre temporelle et de manière complémentaire les différentes approches diplomatiques explicitées précédemment, notamment l'utilisation et l'implication par le médiateur principal de différents « médiateurs régionaux » et « facilitateurs neutres ».

Médiateurs régionaux

Les Etats-Unis peuvent en effet rarement agir seuls sur un conflit si complexe et éloigné de leur zone d'influence géographique naturelle, et ont donc besoin du soutien provenant d'autres acteurs, en particulier ceux impliqués au niveau régional et bénéficiant d'une certaine confiance et reconnaissance de la part des parties belligérantes. Cela a notamment été le cas du gouvernement égyptien depuis 1979 et du gouvernement jordanien depuis 1994 (KRIESBERG 2001), qui sont en outre les deux seuls pays arabes à avoir signé un accord de paix avec Israël au Moyen-Orient. Ils ont très souvent joué le rôle d'intermédiaires régionaux afin de faciliter les dialogues, sur le modèle de l'approche transformative explicité plus haut, même si la question de leur neutralité et de leur absence d'intérêt au sein du conflit est clairement questionnable. Les médiateurs « principaux » et « régionaux » ont ainsi collaboré ensemble pendant plusieurs années pour s'efforcer d'obtenir un accord officiel de la part des belligérants. Au milieu des années 1980, le Roi Hussein de Jordanie et le Secrétaire d'État américain George P. Schultz ont même tenté un autre genre de médiation en inversant leurs rôles traditionnels. La Jordanie était à l'époque l'une des parties prenantes aux négociations, mais elle a également fait office de médiateur dont la mission était de trouver un moyen pour les Israéliens, l'OLP et les Etats-Unis de se rencontrer afin de négocier une résolution du conflit israélo-palestino-jordanien en cours à l'époque (KRIESBERG 2001).

Approche transformative et facilitateurs neutres

Plusieurs médiations transformatives et initiatives de type “Track Two” ont été mises en place en parallèle de la “power mediation” américaine. Ces initiatives, particulièrement celles de type “bottom up” impliquant des acteurs issus des sphères non-officielles, étant extrêmement nombreuses dans ce conflit et en dehors du cadre d'analyse choisi dans ce papier (on a choisi de s'intéresser en priorité à la sphère officielle afin d'analyser les capacités brésiliennes de médiation), nous n'aborderons

que les initiatives de diplomatie type “Track 1,5” (NAN 2002) ou “Hard Track Two” (AGHA et *al.* 2003) impliquant directement ou indirectement des acteurs officiels, évoluant généralement dans les sphères de médiation officielles mais prenant part à certaines activités de médiation transformative et d’ateliers de résolution de conflit fondés sur des approches socio-psychologiques.

Ces termes font référence à différentes formes de discussions auxquelles assistent des leaders et représentants officiels des parties belligérantes. Ces discussions mettent l’accent sur les questions relatives au conflit dans le cadre d’une réflexion conjointe quant à leur résolution (SCHIFF 2010; AGHA et *al.* 2003; NAN 2002). Les fonctionnaires et acteurs officiels en charge d’assurer le rôle de médiateur sont généralement des représentants de puissances moyennes ou mineures, ou encore d’organisations inter-gouvernementales ne bénéficiant pas du poids ni des leviers d’une grande puissance. Le rôle joué par les représentants du gouvernement norvégien lors des négociations ayant abouti à la Déclaration des Principes (DOP) est un exemple éloquent des résultats pouvant être produits par ce type d’activité (KRIESBERG 2001). Les grandes puissances peuvent cependant également mettre en place des activités facilitatives de type “problem-solving”. Ce type d’approche tend également à être mis en place lorsque les hauts fonctionnaires et représentants d’un Etat délèguent des émissaires officieux pour secrètement engager des discussions exploratoires avec une ou plusieurs des parties prenantes au conflit objet de la médiation. Cela s’est produit, par exemple, par le biais de contacts indirects entre le gouvernement américain et l’OLP avant que l’ouverture officielle du dialogue ne soit considérée comme acceptable. Ce processus est également connu sous le nom de discussions “back channel”.

Toutes ces formes de diplomatie type “Track 1,5” et “Hard Track Two” ont été utilisés dans le conflit israélo-palestinien, la plupart d’entre elles ayant été mises en œuvre par les Etats-Unis, mais aussi des puissances moyennes telles que la Norvège, qui ont acquis la réputation de fournir une excellente expertise de médiation, ainsi que des médiateurs internationaux hautement qualifiés et expérimentés. Cela a notamment été le cas du processus d’Oslo, un exemple de diplomatie Track 1,5 initié à travers une série de réunions secrètes type « back channel » organisées entre des acteurs issus des cercles d’influence et de la sphère politique des deux parties, et facilitées par la Norvège, notamment le sociologue norvégien Terje Rød-Larsen qui a fait office de médiateur dans les échanges (KRIESBERG 2001). Ces réunions et discussions secrètes ont finalement abouti à la signature de la « Declaration Of Principles » en 1993 puis des accords transitoires d’Oslo. Ces accords constituent le cadre majeur sur lequel se base encore vingt ans après le cadre et le contenu des négociations du processus de paix israélo-palestinien.

Cependant, malgré la pluralité et l’importance de ces initiatives de médiation, le conflit israélo-palestinien reste à ce jour toujours insoluble, et son processus de paix - facilité par les Etats-Unis - est au point mort depuis plusieurs années, plombé par la disymétrie des parties belligérantes à la table de négociations et les nombreux points de discorde ne trouvant toujours pas de consensus viable pour permettre un accord. Malgré plus de 65 ans de crise, le conflit n’est ainsi pas encore assez « mûr » - pour reprendre le terme de William Zartman - pour un accord durable, et les Etats-Unis n’ont toujours pas trouvé la solution pour aider de manière efficace les parties à trouver un terrain d’entente. C’est en partie pourquoi le Brésil a choisi de s’y intéresser. Convaincu que les Etats-Unis n’ont pas mené leur rôle de médiateur

adéquatement et qu'elle possède les atouts nécessaires pour rétablir un dialogue viable brisé depuis des années entre les parties, Brasilia a ainsi vu un "momentum" se dégager et fait part en 2009 de sa volonté de s'impliquer dans le processus. Mais en a-t-elle réellement les capacités?

Le Brésil comme potentiel médiateur du conflit israélo-palestinien: préférences, stratégies et capacités

Si les préférences brésiliennes et sa volonté d'insertion dans le processus de médiation du conflit israélo-palestinien ont été publiquement explicités à travers une série de conférences de presse et d'initiatives diplomatiques en 2009, la stratégie et le rôle que Brasilia souhaite jouer – et surtout peut jouer – dans le processus sont eux plus obscurs. Le Brésil s'est tourné vers le Moyen-Orient à partir du début des années 2000 en multipliant les échanges commerciaux, les alliances politiques et les rencontres diplomatiques. Ce mouvement peut être interprété à la fois comme une volonté d'étendre son soft-power à cette région dans la perspective de la campagne brésilienne globale pour l'obtention d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, ainsi que l'objectif de développer une stratégie diplomatique de long terme dont la première étape consisterait à multiplier les leviers et les dépendances économiques et politiques des acteurs de cette région avec le géant sud-américain.

Cette volonté d'intégration ne se resumait pas seulement en 2009 au processus de médiation du conflit israélo-palestinien, mais concernait de manière simultanée les deux principaux conflits de la région à l'époque (conflit israélo-palestinien et nucléaire iranien), faisant ainsi écho à la vision globale et régionale que le Brésil a de la stabilité au Moyen-Orient. Cette initiative a reçu un accueil chaleureux de toutes les parties belligérantes, à savoir l'Iran, Israël et l'Autorité Palestinienne, en mal d'initiatives fraîches et d'idées novatrices pour tenter de résoudre leurs crises dans l'impasse. On a ainsi pu entendre le ministre israélien des affaires étrangères Avigdor Lieberman – réputé très conservateur – considérer le Brésil comme un médiateur au potentiel intéressant: *"I think that Brazil, more than any other country, can try to convince Iranians to stop their nuclear program and, of course, to convince the Palestinians to start direct talks"* (AZIMA 2010). Le leader de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas a également salué l'initiative: *"With respect to you, President Lula, we would like you to have a role, and you're ready for it"* (AZIMA 2010). On peut ainsi avancer le fait que Lula a réussi la première étape de gagner la reconnaissance des parties concernées dans l'expression de son souhait de jouer un rôle actif de médiateur dans la région, une reconnaissance indispensable à la mise en place de toute initiative de résolution de conflit comme on a pu le voir précédemment.

Un facilitateur neutre et impartial

Il ne fait pas de doute à la vue des éléments exposés dans les sections précédentes que le profil et les capacités diplomatiques du Brésil semblent en théorie parfaitement correspondre à celui de facilitateur neutre. Son image de « puissance sans ennemi », de « médiateur entre les faibles et les forts » et d'« interlocuteur universel » ainsi que son attachement à la qualité et à l'équité du processus de dialogue, suivant le modèle scandinave et feu canadien de « puissance médiatrice », sont en effet les principales caractéristiques et qualités attendues chez ce type de médiateur, comme vu précédemment. Ils constituent également les principaux atouts de Brasilia sur le dossier

israélo-palestinien, dont on a vu que la nature complexe réclamait de manière indispensable l'usage de ce type d'approche en complémentarité d'une médiation structurelle et de puissance. Brasilia a ainsi explicité sa vision de ce que serait une médiation réussie dans la région en exprimant à la fois « *sa conviction profonde dans le pouvoir du dialogue dans la tentative de trouver des solutions aux questions difficiles* » (AMORIM 2010) et sa volonté de jouer à la fois le rôle d'intermédiaire entre Téhéran et Washington et celui de médiateur entre les trois principaux pays au cœur de la crise moyen-orientale, à savoir Israël, La Palestine et l'Iran (AZIMA 2010).

Satisfait du succès de son initiative, Brasilia a également explicité ses réussites et la reconnaissance dont elle bénéficie désormais dans la région de la part des acteurs locaux: "*the increased contacts between Brazil and the countries of the Middle East have helped forge a partnership based on mutual confidence and respect. Brazil's views on Middle East matters are increasingly sought after; our ability to talk to all sides and exert constructive influence is very much appreciated. This is not only my personal evaluation. It is an opinion expressed both privately and publicly by leading figures of several countries in the region*" (AMORIM 2010).

Brasilia a également multiplié les gestes et les mesures pour s'assurer de la confiance des différentes parties au conflit, Israël y compris. Au delà de la multiplication des discours à la fois fermes sur les conditions d'un accord de paix, mais rassurants sur la volonté brésilienne de faire de l'impartialité et de l'humilité du médiateur un critère d'action absolu, le Brésil a également tenté dans la foulée du dévoilement de sa stratégie au Moyen-Orient de mettre en place un certain nombre d'activités de type transformatif.

Le Brésil a notamment tenté de faire usage d'une arme qu'il maîtrise bien: celle du soft-power. Il a notamment cherché à mettre à profit dans la région son statut mondialement célèbre de "pays du football", une identité connue et appréciée des populations de la région dont les sociétés ont le point commun d'être liées par l'amour de ce sport. Ainsi, Lula a mis en place en 2010 un match de gala entre des équipes composées d'un mélange de footbaleurs brésiliens, israéliens et palestiniens. (AZIMA 2010)

Des valeurs égalitaires et un positionnement moral différent des Etats-Unis

Impossible de vouloir s'insérer dans les processus de paix moyen-orientaux sans définir une stratégie et une position claire vis à vis des Etats-Unis, qui font office de référence en temps que médiateur dans la région (à la fois pour les parties et les observateurs extérieurs), et dont l'importance des intérêts nationaux directement en jeu leur font appréhender leur rôle diplomatique de manière exclusive, compétitive et méfiante vis à vis des autres puissances. Dans cette perspective de positionnement, Brasilia a fait le choix de se distinguer clairement et publiquement des méthodes américaines en affirmant un positionnement moral et une éthique de transparence et d'équité dans sa vision des relations internationales. Sa stratégie consiste à la fois à faire valoir ses valeurs tiers-mondistes de puissance du Sud pour les distinguer des valeurs américaines (conditionnalité, négociation exclusive et distributive, coercition, unilatéralisme, interventionisme, etc.), que le Brésil tout comme une partie du monde rendent en partie responsables de l'impasse actuelle du processus.

Le Brésil a ainsi insisté sur le fait que le développement du dialogue et de la

coopération avec le Moyen-Orient faisait partie intégrante de l'une des stratégies centrales de la politique étrangère de Lula, consistant à multiplier les relations avec les pays en développement et le renforcement de la coopération « Sud-Sud », pierre angulaire de la vision luliste des relations internationales. Celso Amorim cite quelques-unes de ces valeurs “tiers-mondistes” héritées des idéaux de l'époque du groupe des “non-alignés” : *“Tolerance, acceptance of differences, and respect for the other, over and above distinctions of race or creed, are fundamental values that Brazil holds both domestically and internationally. By pursuing closer relations with the Middle Eastern countries, Brazil is rediscovering her own identity”* (AMORIM 2010).

Brasilia a également instauré une clause morale dans les accords économiques bilatéraux signés avec Israël, distinguant ainsi encore une fois la stratégie brésilienne de celle des Etats-Unis et positionnant clairement le profil de Brasilia comme celui du « facilitateur neutre » : *“In the implementation of the agreement with Israel due care is being taken not to allow products originating in the occupied territories to benefit from the liberalization envisaged in the accord”* (AMORIM 2010).

Contrairement aux Etats-Unis, le Brésil a également officiellement reconnu l'Etat de Palestine. Comme l'explique Celso Amorim, *« ce geste, initié au vu de l'impasse du processus de paix et du refus du gouvernement israélien de renouveler le gel de la colonisation dans les territoires palestiniens occupés, a été rapidement suivi d'actions similaires de la part de nos voisins »* (AMORIM 2010). La position brésilienne est également claire et distincte des Etats-Unis concernant certains dossiers clés du conflit sur lesquels Washington a soit cessé de se prononcer ouvertement, soit a exprimé des opinions exclusives et distributives contraires à celles de Brasilia. Encore selon les mots de Celso Amorim, *“dans toutes nos déclarations, nous avons toujours souligné l'importance centrale de stopper toutes les activités de colonisation israélienne dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem Est. [...] Le Brésil a également plaidé pour la réconciliation entre Fatah et Hamas (les deux factions palestiniennes rivales, ndlr) comme une condition essentielle pour aboutir à un accord de paix avec Israël.”* Les Etats-Unis se sont quant à eux ouvertement prononcés contre cette réconciliation, considérant le Hamas comme un groupe terroriste avec lequel Washington a coupé tout dialogue officiel et encourage ses alliés à en faire autant.

Cette stratégie brésilienne est donc un message à destination des acteurs du conflit autant que du monde: le Brésil est capable de réussir là où les Etats-Unis ont échoué: rééquilibrer la disymétrie des forces – et non l'accentuer - entre les deux parties en présence afin de briser l'impasse du processus. Cependant, ce rôle rééquilibrant et le positionnement fort du Brésil concernant le contenu d'un potentiel accord et les “lignes rouges” à ne pas dépasser par les parties, diffère de l'impartialité attendue du facilitateur neutre, pour rentrer dans le cadre de la médiation de puissance. En effet, il n'est pas attendu d'un facilitateur qu'il impose des conditions, rôle traditionnellement réservé au médiateur principal. Le Brésil, conscient de ce biais et décidé à ne pas commettre ce qu'il considère comme l'« erreur » américaine de la partialité en se faisant ici accuser de favoritisme pour la partie palestinienne, a cherché à rassurer en soulignant à plusieurs reprises le fait que malgré son intérêt pour le rééquilibrage de l'asymétrie de puissance connue par le conflit, il garde vivaces ses aspirations d'impartialité et de neutralité: *“in my travels in the region, I did not skip Israel either. Soon after ASPA (un congrès réunissant des acteurs sud-américains et des*

représentants du Moyen-Orient et de la Ligue Arabe - ligue dans laquelle le Brésil possède d'ailleurs le statut d'observateur, ndlr), I visited Jerusalem for conversations with the then Prime Minister Ariel Sharon and Ehud Olmert, then deputy prime minister, as well as with my official counterpart, Sylvan Shalom. Keeping this balance was important so that Brazil would not disqualify as an interlocutor for both sides, while not renouncing any of her principled positions” (AMORIM 2010).

Par opposition à cette image d'impartialité et de transparence, Brasilia ne se gêne pas pour tacler en miroir les biais et intérêts personnels motivant l'intervention américaine et occidentale dans la région, en cachant à peine la cible de ses attaques: *“Brazil's interests in coming closer to the Middle East are quite distinct from those of the traditional Western powers. We do not depend on the Middle East for oil. Although we fully grasp the centrality of the region for world peace, Brazil has no major direct national security concern at stake there. We are not a large arms exporter to the region. And of course, unlike other countries, we do not carry any colonial or Cold War baggage in the Middle East (or anywhere else, for that matter)” (AMORIM 2010).*

Une vision globale et inclusive

Selon le Brésil, pour que le succès d'un processus de paix soit garranti, tous les acteurs doivent nécessairement être invités à la table des négociations, tout particulièrement ceux ayant été exclus du dialogue pour des motifs politiques ou idéologiques. Cette stratégie inclusive, se démarquant clairement de la politique exclusive de conditionnalité pratiquée par les Etats-Unis, concerne l'intégralité des acteurs de la région et de ses crises, notamment ceux étant considérés comme des entités terroristes (Hamas) ou comme des Etats “voyous” (Iran) dont la fréquentation est décriée peu recommandable par les puissances dominantes. La relation et le dialogue entretenus par le président Lula avec l'Iran ont ainsi été considérés comme entrant en conflit avec les politiques de coercition occidentales adoptées dans l'objectif d'isoler et de sanctionner la République Islamique et son programme nucléaire. Mais malgré cette différence de politique affichée et l'expression de leur désaccord par les Etats-Unis et l'Union Européenne, Lula a maintenu son cap, en insistant sur sa conviction que la communication est la voie la plus directe et efficace vers la paix, et donc celle qui doit être empruntée, rejetant ainsi la diplomatie coercitive des grandes puissances traditionnelles (AZIMA 2010). Ce type de vision est encore une fois très représentatif de la position adoptée par les facilitateurs neutres et recommandée par l'approche transformative / socio-psychologique.

Un médiateur neutre se voulant indépendant du pouvoir de coercition américain

Un autre “avantage” revendiqué par le Brésil, en plus de sa moralité et de sa vision plus égalitaire et impartiale du conflit, est sa supposée indépendance des pressions exercées par l'hégémon américain. Selon Celso Amorim: *“our firm yet balanced attitudes in the United Nations Security Council regarding issues like Iraq, Lebanon, and more recently Iran and Libya, contribute to make it clear that Brazil acts independently, in accordance with her own judgment, and is not influenced by preconceived ideas. Nor does she easily bend to pressures from big powers, including the biggest of them all.”* Le Brésil a en effet mis la question de la préservation de son indépendance politique et économique au centre de sa stratégie de politique étrangère, mettant en place depuis plus d'une décennie un certain nombre de garde-fous pour se préserver de l'influence américaine, à la fois vis-à-vis de Brasilia mais également de

ses voisins et de sa zone d'influence sud-américaine (ELLIOTT ARMIJO & BURGESS 2010; SOARES DE LIMA & HIRST 2006).

La tentative de médiation de la crise du nucléaire iranien: à la fois un succès et un échec

Comment parler de la médiation brésilienne au Moyen-Orient sans mentionner la tentative de facilitation qu'elle a initié avec la Turquie auprès de l'Iran en 2009?

Les deux puissances se sont en effet alliées afin de palier l'impasse des négociations entre le groupe P5+1 et l'Iran sur le dossier du programme nucléaire de la République Islamique, en tentant de proposer des solutions et des compromis. Le contenu de la proposition mise sur la table par le tandem reprenait les éléments d'une précédente proposition américaine – constituant d'ailleurs la seule proposition "win-win" jamais émise officiellement par l'Occident sur ce dossier, que Brasilia et Ankara se sont chargées de reformuler en des termes plus acceptables pour la partie adverse et ont convoyé à Téhéran pour une série de discussions de type « Track 1,5 » sur le sujet.⁹ Contre toute attente du côté occidental, ces efforts ont été récompensés avec la signature par l'Iran, le Brésil et la Turquie de l'accord de Téhéran en Mai 2010, à la surprise générale. Cependant, les Etats-Unis - qui avaient unilatéralement décidé l'imposition d'une nouvelle vague de sanctions à Téhéran avant la conclusion même de l'accord, tout en sachant que Brasilia et Ankara tentaient au même moment de briser l'impasse diplomatique existante – ont ainsi volontairement sabordé l'accord dans les jours qui ont suivi son annonce en déclarant de nouvelles sanctions unilatérales contre l'Iran et en considérant l'accord comme nul et non-avenu de leur côté. Cet accord de principe, la seule avancée constructive et substantielle dans l'impasse connue par la crise depuis des années, aurait pourtant eu le potentiel de débloquer le processus et d'aboutir à un terrain d'entente entre toutes les parties. Le résultat de cette médiation a ainsi à la fois fait la preuve de la compétence brésilienne dans le domaine de la médiation de conflit en dehors de sa zone d'influence naturelle, mais également des limites de son indépendance vis-à-vis de l'hégémon américain dans la région. Dans ce contexte de blocage total du processus de négociation, le refus occidental de prendre en considération l'accord de Téhéran de 2010 au profit de l'option des sanctions internationales est d'autre part non seulement vu par Brasilia et Ankara comme un signe de mépris très fort vis à vis de leurs efforts¹⁰, mais constitue

⁹ « *(In October 2009), the Obama administration had proposed a so-called nuclear swap deal to the Iranians. If Iran were willing to ship 1,200 kilograms of its Low (5 percent) Enriched Uranium (LEU) to another country, preferably Russia, the P5 + 1 countries promised to reprocess that material to 20 percent enriched uranium, turn it into fuel pads that could be used for medical purposes and send it back to Iran within 12 months. It seemed to be a win-win deal for all parties. The US and the EU would be satisfied because Iran would be sending 75 percent of its LEU abroad, which means it could no longer be enriched by Iran for use in a nuclear bomb. Obama would also buy more time for an overall diplomatic solution. Iran would get the medical isotopes it so badly needed and, if not full acceptance, at least recognition of its enrichment activities. But after two rounds of talks, the negotiations failed because there was a basic lack of trust.* »

LAGENDIJK Joost, « Can Turkey pull up a second Teheran Declaration ? » *Today's Zamman*, 3 avril 2012. Disponible en ligne : <http://www.todayzaman.com/columnist-276228-can-turkey-pull-off-a-second-tehran-declaration-2.html>

¹⁰ Ces efforts étaient pourtant motivés à l'origine par la volonté d'aider les grandes puissances sur le dossier en reprenant les éléments et conditions américaines d'un éventuel accord que leur avait fournis le président Obama dans une lettre en avril 2010.

aussi un signe de l'incapacité occidentale à adopter des stratégies de négociation inclusives. Cela donne en tout cas *“un bon exemple de la mauvaise humeur de ce monde ancien qui voit se constituer des espaces de négociation qui lui échappent”* (BADIE, 2012).

Brasilia garde en tout cas encore un souvenir très amer du revers et de l'humiliation que Washington lui a fait subir, et ne se prive pas de le rappeler, ainsi que de rappeler les bénéfices désormais concrètement prouvés de sa stratégie inclusive et coopérative: *“It seems that in matters concerning peace and security, global governance is still the reserved territory of the five permanent members. The moment two developing countries, both non-permanent members of the Security Council, reached a major breakthrough that could have paved the way for renewed dialogue on the Iranian nuclear program, the traditional powers showed all their diligence in maintaining their ‘market reserve’ on issues they considered beyond the reach of those they saw as newcomers. But to myself as well as to many people around the world with whom I had the opportunity to talk about the subject, usually at their initiative, the Turkish–Brazilian endeavors proved the value of having new actors, with fresh approaches as well as a greater capacity to dialogue, participating in the search of solutions to difficult subjects. [...] In any future attempt to go back to the diplomatic path, due attention should also be given to the approach adopted by Brazil and Turkey—mutual respect, cooperation, and bona-fide reciprocal flexibility. It is hard to imagine that real progress can be achieved while those parameters remain outside the negotiating room.”* (AMORIM 2010)

Malgré ce revers iranien, on voit néanmoins que le rôle de facilitateur neutre semble naturellement convenir au profil de Brasilia, qui a conscience que les qualités requises par ce rôle sont ses points forts et font partie intégrante de l'expertise que le Brésil peut apporter dans la région, et a déjà eu l'occasion de mettre en pratique. Cependant, Brasilia étant dans une perspective opportuniste et rationnelle de maximisation de ses profits et d'acquisition d'un statut de puissance sur la scène internationale, est-ce bien là le rôle que la diplomatie brésilienne souhaite vraiment adopter? Le Brésil cherche-t-il à suivre le modèle de soft-power de « puissance médiatrice » adopté par les puissances moyennes scandinaves, ou bien, se considérant comme une grande puissance en devenir, Brasilia a-t-elle au contraire l'intention de venir concurrencer les Etats-Unis comme prétendant au rôle de médiateur principal? Il n'est de plus pas certain que les Etats-Unis laisseront au Brésil l'espace nécessaire à son insertion, au regard du revers et de l'humiliation subi par Brasilia après l'échec de Téhéran de 2010.

Le Brésil comme médiateur principal?

Multiplication des leviers

En prévention de son ambition de participer à la médiation des conflits de la région, le Brésil a multiplié les contacts et les initiatives de rapprochement avec le Moyen-Orient, en construisant des liens à la fois politiques, économiques et sociaux avec les acteurs de la région. Illustration du développement de ces liens, le Brésil a ainsi été le premier pays d'Amérique Latine et des Caraïbes à se voir accorder le statut d'observateur par la Ligue Arabe. Celso Amorim, le ministre des affaires étrangères de l'administration Lula, a voyagé des douzaines de fois dans la région pour divers

sommets, dont notamment la préparation du sommet entre l'Amérique du Sud et les pays arabes ("South American–Arab Countries Summit" ou ASPA), mécanisme issu d'une idée de Lula qu'il qualifie lui-même de « plus importante initiative diplomatique dans la région », et dont l'objectif principal consiste à renforcer les liens entre les deux régions. Le premier sommet a été accueilli par Brasilia en 2005 dans le but de discuter les perspectives de collaboration politique et économique sur des sujets tels que le commerce, l'investissement, le tourisme, ou encore de potentiels accords de coopération technique, scientifique et culturelle. De nombreuses rencontres commerciales entre des entreprises privées ont également eu lieu en marge du sommet. L'initiative a été un succès renouvelé en 2010 et a permis à la fois de renforcer le dialogue, la proximité et la compréhension entre le leader régional sud-américain et le monde arabe, mais également d'augmenter significativement le niveau d'échanges économiques et commerciaux entre les deux régions. Les échanges entre le Brésil et les pays arabes sont ainsi passés de 5,5 milliard de dollars en 2003 à plus de 20,3 milliards en 2008. *"Just before the recent political turmoil, Arab countries, taken as a single region, were responsible for Brazil's largest trade surplus in the world."* (AMORIM 2010). Un accord de libre échange a également été signé entre l'Égypte et le Mercosur, ainsi que différents accords commerciaux avec la Syrie, la Jordanie, le Maroc, les Territoires Palestiniens Occupés et les pays du Golfe. Un accord de libre échange est également en place entre le Brésil et Israël, ce que Brasilia souhaite faire interpréter comme un signe de son *"region's pluralistic standing"* (AMORIM 2010).

Aide au développement et paix économique

L'aide au développement mise en place par le Brésil dans la région moyen-orientale est l'un des points communs de la stratégie brésilienne avec celle des États-Unis, qui laisse également entrevoir son intention d'adopter un rôle au delà de celui du simple "médiateur principal". En effet, si l'aide au développement concerne aussi les sphères non-officielles et l'ensemble de la société, elle constitue cependant un bon instrument de prévention structurelle en permettant la consolidation des institutions et structures politiques et économiques, ainsi que l'amélioration du capital social. Ce type de stratégie a été utilisé par le Brésil qui a, de manière bilatérale et à travers le groupe IBAS, injecté dans l'économie palestinienne des millions de dollars d'aide au développement, permettant au bout du compte la construction d'un certain nombre de leviers politiques et économiques dans la région. Selon Celso Amorim, *"This helps explain why Brazil was one of the few non-Islamic developing countries from outside the Middle East to be invited to the Annapolis Conference in 2007 and to the Conference in Support of the Palestinian Economy for the Reconstruction of Gaza, in Sharm El-Sheikh in 2009"* (AMORIM 2010).

À l'issue de cette conférence, le Brésil a fait don de 10 millions de dollars pour l'aide au développement de la Palestine, prioritairement investis dans les secteurs de l'éducation, de la santé publique et des infrastructures urbaines en Cisjordanie, et a fait une promesse de don de 15 millions de dollars à la conférence de Sharm el Sheikh sur la reconstruction de la bande de Gaza (AMORIM 2010).

Construction de coalitions et influence du niveau procédural dans une perspective de prévention structurelle

Le rôle du groupe IBAS (Inde, Brésil, Afrique du Sud) dans le délivrement de cette

aide au développement est également intéressant et représentatif de l'intérêt brésilien pour les stratégies de coalition. *"In the case of Annapolis, it is also worth noting that the other two countries in a similar category were India and South Africa, which, together with Brazil, form the IBSA Forum, another initiative taken under President Lula. IBSA became so relevant in the discussion of Middle Eastern affairs that the Palestinian foreign minister, Riad Malki, traveled halfway across the globe to participate in a breakfast with his counterparts from the three countries, in the margins of a BRICS/IBSA Summit in Brasília, in April 2010 (by the way, a historic day for the shaping of a multipolar world order). Some months later, the Foreign Minister of Indonesia called for a meeting with the IBSA countries plus Palestine in the context of the UN General Assembly. [...] Together with India and South Africa, our partners in the IBSA Forum, we funded the construction of a sporting facility in Ramallah. The same three countries are also funding the reconstruction of a hospital in Gaza, the initiation of which was stopped by the blockade imposed on that territory by the Israeli authorities"* (AMORIM 2010).

Hurrell a particulièrement noté le développement et le renforcement de ces alliances entre le Brésil et les autres Etats émergents sur le plan diplomatique et du développement, notamment avec l'Inde et l'Afrique du Sud par le biais de ce fond « IBAS » que l'on vient de mentionner, ou encore l'alliance diplomatique ponctuelle avec la Turquie afin de s'insérer en tant que tierce partie dans le processus de négociation de la crise du nucléaire iranien. Certains y voient le signe d'une volonté coordonnée de se mesurer à Washington, ou l'évidence d'une multipolarité émergente et du potentiel renouveau d'un révisionnisme systémique sur le modèle du mouvement des non-alignés lors de la guerre froide (HURRELL 2006).

Si ce groupement de pays partageant un certain nombre d'intérêts et de valeurs communes – notamment la revendication d'un siège permanent au Conseil de Sécurité pour les membres d'IBAS – est représentatif de l'intérêt porté par Lula au multilatéralisme et aux systèmes de coalition, il est en effet également représentatif de l'ambition du Brésil de jouer un rôle plus important dans la région, notamment en sollicitant un recadrage du format des négociations du conflit à travers l'usage plus systématique des fora multilatéraux, et notamment le plus important d'entre eux: L'ONU ¹¹. Brasília a en effet à plusieurs reprises appelé à ce que le processus de paix israélo-palestinien, principalement bilatéral et exclusif, laisse plus d'espace à une intervention multilatérale et à l'implication d'un plus grand nombre d'acteurs ou de coalitions d'acteurs, comme l'explique Celso Amorim: *"we are convinced that enlarging the conversations to a broader group will allow the appearance of fresh ideas. In one way, the peace process so far has suffered from a kind of claustrophobia, without room for new solutions. Of course it is not necessary to reinvent the wheel. The main elements of a peace accord have long been on the table. But new actors can surely contribute some lateral thinking on ways of implementing them. So far, apart from the countries directly involved in the conflict, the Middle East issue has been dealt with exclusively by the United States and, on a very secondary level, by the members of the Quartet (the U.S., Russia, the European Union and the UN). A breath of fresh air would certainly do no harm"* (AMORIM 2010).

¹¹ "President Lula ambitions to play a greater role in the region are beyond doubt by stressing the United Nations intervention in all peace dealings in the Middle East." (AZIMA 2010)

Parlant de l'intérêt de l'usage des coalitions comme potentiels facilitateurs, il ajoute: *"Gathering interested countries with a conciliatory profile, international credibility, and good relations with all parties can provide the basis for a small support group for the Quartet, which could help advance individual dossiers in the negotiation between Israel and Palestine. It is my contention that the IBSA countries, Brazil first and foremost, could give a helping hand in creating an atmosphere conducive to a workable understanding, and even come up with one or two ideas of their own. The idea of a support group acting together with a core group is not new in facilitating peace agreements: it was put in practice, for instance, in the Central American conflicts of the 1980s."*

Ce comportement sous-tend deux choses. Tout d'abord, il s'inscrit dans une perspective d'intervention sur ce que Druckman nomme le « niveau procédural » du processus de négociation/médiation. Agir au niveau procédural signifie prôner un changement de format ou de structure dans la négociation/médiation en cours, passant par exemple d'une assemblée plénière à un format de comité de travail plus réduit, d'un format public à un format privé, ou bien encore un retour de la négociation au sein de structures internationales multilatérales comme l'ONU pour éviter des négociations trop « distributives » et exclusives, tel que c'est actuellement le cas sur les dossiers moyen-orientaux. Agir sur ce point permettrait selon Druckman de créer un événement ou "*precipitant*" permettant de mener les négociations à un "*turning point*" (DRUCKMAN 2001) ou encore un moment de « *ripeness* » (ZARTMAN 2003)¹², en d'autre terme, à les faire accéder à une étape supérieure, au moment exact où ces indispensables "*turning point*" semblent – volontairement ou involontairement – absents depuis un certain temps des processus de négociation des crises moyen-orientales, marquées par un immobilisme et un statut quo prononcés.

La volonté du Brésil de provoquer ce "*turning point*" actuellement manquant au Moyen-Orient est claire, on l'a vu par exemple avec la déclaration de Téhéran signée en Mai 2010 entre l'Iran et le tandem Turquie/Brésil. Cette volonté est également claire sur le dossier israélo-palestinien où Brasilia, accompagnée de l'Inde et la Turquie, revendiquent un changement procédural au niveau multilatéral en militant pour la reconnaissance de la Palestine en temps qu'Etat membre de l'ONU et en faisant des déclarations régulières en faveur d'une reconnaissance large de l'Etat de Palestine et du règlement de la question par le biais de cette institution internationale.

L'intérêt Brésilien pour les systèmes de coalitions, dont la mise en place permet de multiplier les forces en présence et donc d'augmenter le poids des revendications portées par le groupe, traduit également - et peut-être surtout - sa conscience de ne pas encore posséder suffisamment de leviers pour véritablement lui permettre de modifier les comportements des parties prenantes au conflit, et donc prétendre au statut de médiateur principal dans le conflit israélo-palestinien. La prochaine section s'attache ainsi à montrer quelles sont les limites de la stratégie et des capacités brésiliennes dans la région moyen-orientale et dans la médiation du conflit israélo-palestinien.

¹² "*(Turning point and ripeness) refer to changes in the course of a process or relationship. Both occur often as a result of an impasse, referred to also as a hurting stalemate (Zartman, 2000)*" (Druckman, 2010:519).

Conclusion: limites d'une stratégie risquée

Un manque d'apport au niveau substantif

Si le Brésil adopte depuis quelques années comme on vient de le voir une politique diplomatique active et inclusive sur la scène moyen-orientale, en jouant la carte du « pays sans ennemi » prônant un dialogue complet, Brasilia possède cependant un profil de négociateur ambivalent, tiraillé entre ses valeurs traditionnelles de solidarité envers le Tiers-Monde et son souhait plus récent de délaissier son agenda traditionnel au profit d'une position plus rationnelle/utilitariste, ou du moins de faire laborieusement cohabiter les deux positions et préférences au sein d'une même stratégie cohérente. Cette ambivalence se retrouve dans la production d'idées sur la question du conflit israélo-palestinien et du nucléaire iranien : si Brasilia prend des initiatives et engage un dialogue direct et inclusif avec l'ensemble des parties, se démarquant donc des stratégies occidentales marquées par l'exclusivité, la compétitivité et la conditionnalité, le Brésil ne s'éloigne cependant pas concrètement en substance des solutions et paramètres proposés par l'Occident concernant le contenu des accords. Il ne propose rien de « neuf ». Même l'accord de Téhéran qui pouvait apparaître comme novateur dans le dossier du nucléaire iranien était en fait basé sur un projet paramétré par les américains dans une lettre envoyée à Brasilia en avril 2010. Si cette position ambivalente lui a permis de renforcer son statut et sa propre perception de médiateur entre les « forts » et les « faibles », ainsi que son utilisation d'une « diplomatie parlementaire » (SOARES DE LIMA & HIRST 2006), ouverte, inclusive et sans politique d'exclusion ni de conditionnalité, elle n'a cependant pas encore apporté d'avancées concrètes sur la substance des dossiers. Pourtant, selon certains auteurs comme Hurrell, c'est bien sur ce créneau que les puissances émergentes ont potentiellement le plus de marge de manœuvre¹³.

Un manque de leviers et d'expérience diplomatique dans la région

Selon un journaliste du Financial Times dans un article récent, « *le Brésil partage le fardeau de la gouvernance mondiale plus qu'auparavant, avec l'envoi de troupes de maintien de la paix en Haïti, par exemple. Mais son réseau diplomatique a beau s'être étoffé ces dix dernières années, il reste insuffisamment doté en moyens humains et financiers pour permettre au pays d'avoir un rayonnement au delà de ses frontières* » (Matias Spektor, Financial Times, cite et traduit par Courrier International, Hors série Juin-Juillet-Aout 2013).

Les précédentes sections du papier vont en effet elles aussi dans ce sens en montrant que le Brésil n'a pour le moment pas encore la capacité d'agir en tant que médiateur principal du conflit israélo-palestinien. Malgré ses stratégies consistant à multiplier les liens commerciaux/politiques et des accords de coopération et d'aide au développement avec le Moyen-Orient, Brasilia n'a toujours pas assez de leviers ni d'expertise régionale pour prétendre pour l'instant remplacer les Etats-Unis comme médiateur principal (AZIMA 2010). Son expérience de la médiation de puissance est également pour le moment limitée et éloignée de son style traditionnel de facilitation, plutôt porté vers les approches transformatives et socio-psychologiques. Or une

¹³ "While state-based power is undoubtedly hegemonically structured around the US, the power of ideas, values and culture is potentially more open and contested" (Hurrell, 2006:12).

médiation de puissance est considérée comme indispensable pour espérer voir aboutir un jour le processus de paix israélo-palestinien. Brasilia devra donc soit fournir des efforts supplémentaires importants pour enraciner plus profondément son influence dans la région, soit se détourner de l'objectif de devenir le médiateur principal pour se focaliser sur un rôle de facilitateur neutre en complémentarité du rôle joué par les Etats-Unis. Si le Brésil a déjà prouvé qu'il était capable de remplir ce rôle avec brio dans la région, sa relation et la perspective de sa collaboration avec les Etats-Unis au sein du processus de médiation laisse elle plutôt sceptique.

Un probable rejet américain

Etant donné la prépondérance de la présence américaine dans la région moyen-orientale et sa main-mise sur la médiation du conflit, la relation entretenue avec l'hégémon nord-américain constitue la pierre angulaire de la stratégie d'intégration des puissances émergentes telle que le Brésil, comme c'est déjà le cas sur la majorité des dossiers touchant à des questions de *High politics* (HURRELL 2006). Si Brasilia veut intervenir au Moyen-Orient, malgré ses tentatives acharnées de préservation de son indépendance, elle sera donc contrainte à la fois de se contenter du rôle de facilitateur neutre, aussi important d'un point de vue technique et stratégique que la médiation principale mais moins prestigieuse en terme de puissance et de réputation ; et de coopérer avec les Etats-Unis ainsi que d'accepter leurs conditions, tant que l'hégémon restera à la tête de l'ordre unipolaire mondial. Elle le sera d'autant plus que la coopération entre le médiateur principal et le médiateur neutre (lorsque les deux types de médiateurs interviennent dans le même conflit) est considérée comme une composante essentielle du processus, particulièrement dans ceux dits « insolubles » tels qu'est considéré le conflit israélo-palestinien.

Ainsi, dans l'éventualité que le Brésil décide – par choix ou défaut – d'adopter le rôle de facilitateur neutre, comment dès lors envisager une collaboration saine et productive entre les deux protagonistes? Entre toutes les différences de valeurs décrites plus haut, la volonté brésilienne de maximiser ses intérêts géopolitiques, ses aspirations au statut de puissance globale et la stratégie d'exclusivité dont a déjà usé Washington pour écarter Brasilia des processus sécuritaires de la région dès lors que l'efficacité du géant sud-américain s'est mise à gêner les stratégies américaines dans la région, tous les éléments sont réunis pour conduire à une collaboration infructueuse et inefficace entre les deux acteurs. Une coopération entre les deux puissances sur le dossier de la médiation israélo-palestinienne semble ainsi pour le moment peu probable.

De manière générale, cette incapacité des grandes puissances à « partager » avec des acteurs qui auraient pourtant la capacité de faire avancer les négociations de manière significative, est prépondérante lorsque les crises négociées comportent des enjeux stratégiques de premier plan pour les puissances traditionnelles. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis se sont toujours montrés très réticents à ouvrir ces espaces de négociation privilégiés et hautement sensibles à des acteurs que l'hégémon suspecte être susceptibles de ne pas partager ses visions ou ses intérêts.

Un problème au niveau domestique, un agenda repriorisé et un changement de leadership moins enclin à la médiation

Enfin, un problème de taille commence à poindre dans l'agenda politique et social de l'administration de Brasilia: la croissance du pays s'est effondrée en 2012 et les

problèmes de pauvreté, d'inégalité, de corruption et de fragilité des services publics minent le bilan du parti des travailleurs de Lula et de son actuelle successeur Dilma Roussef. Même lorsque les indices de croissance affichaient des chiffres supérieurs à 5%, l'indice de développement humain et l'indice GINI mesurant les inégalités au sein de la population ont toujours eu des valeurs inquiétantes, faisant plonger le Brésil dans les tréfonds du classement, une place indigne d'un pays sixième puissance économique mondiale qui a prouvé la solidité de sa structure et de ses institutions démocratiques. Ces problèmes étaient déjà soulevés à l'époque de Lula par les observateurs nationaux: *“Yet prior to taking on a challenge of international call and willingness to engage in Middle East peace talks, a focus essentially needs to be directed to Brazil's domestic situation and the establishment of a more prominent economic progression. Indeed, Brazil's economic progress has been on the rise in the last ten years and the country has endured the global financial crisis in a fairly balanced manner; however the fact still remains that the country needs to advance labor productivity and seek to progress towards sustained growth. Not only it is clear that Brazil aims to widen its ambition in the Middle East and somewhat in the global arena, but it is also essential that President Lula goes beyond his role in the international community and demonstrates his determination to a genuine and real internal leadership so as to boost Brazil's economy and to effectively drive domestic growth and investment to the next level.”* (AZIMA 2010)

Ces problèmes et leur durée dans le temps ont créé une frustration et un important mécontentement au sein de l'opinion publique, qui culmine actuellement à travers les protestations massives dans les rues des principales villes du pays, où des centaines de milliers de manifestants défilent pour dénoncer les priorités de l'agenda du gouvernement – à savoir des questions de soft-power telles que l'organisation de la coupe du monde et des Jeux Olympiques pour lesquelles Brasilia dépense des milliards – alors que des dossiers prioritaires tels que la santé et l'éducation sont en contrepartie délaissés. Un certain nombre de problèmes domestiques semblent ainsi plus urgents à régler pour l'administration de Dilma Roussef, qui n'a d'ailleurs pas officiellement poursuivi la stratégie de soft-power tout-azimut initiée par son prédécesseur Lula au Moyen-Orient.

La succession de Dilma Roussef à la place de Lula à la tête de l'Etat en 2010 pose également la question de l'importance des choix personnels et de la personnalité du leader charismatique brésilien dans la définition de la stratégie de politique étrangère brésilienne. Lula était en effet l'artisan personnel de la plupart des stratégies diplomatiques, notamment les initiatives de médiation, la notion de pacification par le dialogue et la séduction du soft-power, et se considérait lui-même comme un médiateur. Or Dilma Roussef, aussi compétente soit-elle, ne semble pas posséder les mêmes compétences diplomatiques ni la même vision des relations internationales. Son profil est différent et son expérience dans le domaine diplomatique est moindre.

Tout laisse ainsi à penser que le Brésil réduira probablement en intensité dans les prochaines années ses stratégies de soft-power et d'influence au Moyen-Orient. La définition de ses stratégies de politique étrangère, à la fois au Moyen-orient et de manière générale, vont ainsi clairement dépendre à la fois de la conjoncture économique et de la capacité du gouvernement à y faire face ainsi qu'à régler de manière générale ses problèmes au niveau domestique. On va ainsi probablement assister à une phase d'expansion et d'activisme réduite de la part du Brésil sur la scène internationale, sans pour autant parler de renoncement définitif de Brasilia à son image de « puissance médiatrice » et ses projets de facilitation au Moyen-Orient.

Bibliographie

ABU-NIMER, M., *Dialogue, Conflict Resolution, and Change: Arab–Jewish Encounters in Israel*, Albany, NY: State University of New York Press, 1999.

AGGESTAM, K., *Reframing and Resolving Conflict: Israeli–Palestinian Negotiations, 1988– 1998*, Lund: Lund University Press, 1999

ALEXANDROFF, Alan S. & COOPER, Andrew F.(dir.) (2010), *Rising States, Rising Institutions: Can the World Be Governed?*, Washington, D.C.: Brookings Institution Press.

ALTUNISIK Meliha & CUHADAR Esra, “Turkey’s search for a third party role in Arab-Israeli conflicts: a neutral facilitator or a principal power mediator?”, *Mediterranean Politics*, Vol. 15, No. 3, pp. 371-392, Novembre 2010

AMORIM Celso, “Brazil and the Middle-East”, *The Cairo Review of International Affairs*, 2/2011, pp. 48-63. Disponible en ligne: <http://www.aucegypt.edu/gapp/cairoreview/pages/articleDetails.aspx?aid=64>

AMORIM Celso, “Let us in”, *Foreign Policy*, 14 Mars 2011, Disponible en ligne: http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/03/14/let_us_in?wp_login_redirect=0

AYRUCH, Kevin & BLACK, Peter W. (1993), "Conflict resolution in intercultural settings: Problems and prospects", in *Conflict Resolution Theory and Practice: Integration and Application*, Sandole and Van Der Merwe, eds., Manchester, England: Manchester University Press.

AYRUCH, Kevin & BLACK, Peter W. (1998), “Culture and International Negotiations,” pp. 34-56, *Culture in World Politics*; Eds. Jacquin-Berdal and al, NY, NY: St. Martin’s Press

AZAR, E. E. (1990), *The Management of Protracted Social Conflict: Theory and Cases*, Brookfield, Vt., Gower.

BADIE Bertrand, « Les puissances occidentales doivent revoir leur méthode de négociation », *Le Monde*, 5 juillet 2012. Disponible en ligne : http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/07/05/ les-puissances-occidentales-doivent-revoir-leur-methode-de-negociation_1729896_3232.html

BERCOVITCH, J., (Ed.) (1996), *Resolving International Conflicts: The Theory and Practice of Médiation*, Boulder, CO & London: Lynne Rienner.

BERCOVITCH, J. (2004), "International Médiation and Intractable Conflict." *Beyond Intractability*. Eds. BURGESS, G. & BURGESS H. Conflict Research Consortium, University of Colorado, Boulder. Posted: January 2004 http://www.beyondintractability.org/essay/med_intractable_conflict/.

BERRIDGE, G. R. (2005), *Diplomacy, Theory and practice*, third edition, London: Palgrave Macmillan.

BERCOVITCH, J., KREMENYUK, V. & ZARTMAN, I. W., (Eds) (2009), *The SAGE Handbook of Conflict Resolution*, Los Angeles, SAGE publications.

BURGES, Sean W. & ELLIOTT ARMIJO, Leslie (2010), « Brazil, the entrepreneurial and democratic BRIC », *Polity*, Vol. 42, No 1 (Jan).

BROOKS, Stephen G. & WOHLFORTH, William C. (2008), *World out of balance: international relations and the challenge of American primacy*, Princeton, NJ: Princeton University Press.

COHEN (2001), "Resolving Conflict Across Languages," *Negotiation Journal* (Jan), pp. 17-34.

COHEN (2001), "Conflict Resolution across Cultures: Bridging the Gap," in *ibid.* pp. 120-125.

Critique internationale (2011), *Les puissances émergentes*, Paris, Presses de Sciences Po

CROCKER, A. C., HAMPSON, F. O. & AALL, P. (Eds) (1999), *Herding Cats. Multiparty Médiation in a Complex World*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press.

CROCKER, A. C., HAMPSON, F. O. & AALL, P. (Eds) (1996), *Managing Global Chaos, Sources of and Responses to International Conflict*, Washington D.C., United States : Institute of Peace Press.

CRUMP, Larry & ZARTMAN, William (2003), "Multilateral Negotiation and the Management of Complexity", *International Negotiation*, Vol. 8, pp.1-5.

DANNREUTHER, Roland (2010), "Understanding the Middle East Peace Process: A historical institutionalist approach", *European Journal of International Relations*, Vol. 17, No. 2, pp. 187-208.

DAVIES, J. & KAUFMAN, E. (Eds), *Second Track / Citizens' Diplomacy*, Lanham, Rowman & Littlefield publishers, 2003

DEUTSH Morton (1991), "Subjective features of conflict resolution: psychological, social and cultural influences", in Vayrynen R. (ed.), *New Directions in Conflict Theory: Conflict Resolution and Conflict Transformation*, International Social Science Council, London, Sage Publications, pp. 26- 56.

DIAMOND, L., & MCDONALD, J., *Multi-Track Diplomacy: A Systems Approach to Peace*. Third Edition. West Hartford, Connecticut: Kumarian Press, 1996.

DRUCKMAN, Daniel (2001), "Turning point in international negotiations", *Journal of Conflict resolution*, Vol. 45 No. 4, pp. 519-544.

DRUCKMAN, Daniel & DONOHUE, William A. (2009), « Message Framing Surrounding the Oslo I Accords », *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 53, No. 1, pp.119-145.

- ELON, A., 'The Peacemakers', *New Yorker* 69, pp. 77–85, 20 December 1993
- FANG, Songying, "The Strategic Use of International Institutions in Dispute Settlement." Working paper, University of Minnesota.
- FISHER, J. R., *Interactive Conflict Resolution*. Syracuse, NY: Syracuse University Press, 1997
- FISHER, J. R., "Historical mapping of the field of Interactive Conflict Resolution", in *Second Track / Citizens' Diplomacy, Concepts and techniques for conflict transformation*, John DAVIES & Edward KAUFMAN (eds), 2003, p.69
- FISHER, Roger, "Generic Principles for Resolving Intergroup Conflict." *Journal of Social Issues* 50, 1994
- FISHER, Roger, *Interactive Conflict Resolution*, Syracuse, NY: Syracuse University Press, 1997
- FISHER Roger, URY William & PATTON Bruce (1981), *How getting to 'yes'. Negotiating agreement without giving in*, Houghton Mifflin Company
- FREEMAN, Charles W. (1997), *Arts of Power: Statecraft and Diplomacy*, Washington, DC, USIP Press, July 1.
- GALTUNG, J. (1975-1980), *Essays in Peace Research*. Volumes 1-5. Copenhagen: Christian Ejlertsen
- GARTEN, Jeffrey E. (1997), *The Big Ten: the big emerging markets and how they will change our lives*, New York: Basic Books.
- GEORGE, Alexander L. (1991), *Forceful Persuasion: Coercive Diplomacy as an Alternative to War*, Washington, DC, United States Institute of Peace Press.
- GILPIN, Robert (1981), *War and Change in World Politics*, Cambridge: Cambridge University Press.
- GORTZAK, Yoav (2005), "How Great Powers Rule: Coercion and Positive Inducements in International Order Enforcement", *Security Studies*, Vol.14, no. 4 (October–December), pp. 663–697.
- HARO, Dilip (2010), *After Empire: The Birth of a Multi-polar World*, New York: Nation Books
- HAROLD James, « The Rise of the BRICs », *The International Economy*, 2008
- HARRIS, Jerry (2005), « Emerging Third World Powers: China, India and Brazil », *Race & Class*, vol. 46, no. 3, pp. 7-27.
- HONEYMAN, C., & NITA, Y. (2003), "Médiation." *Beyond Intractability*. Eds. Guy Burgess and Heidi Burgess. Conflict Research Consortium, University of Colorado, Boulder. Posted: September 2003 :

<<http://www.beyondintractability.org/essay/médiation/>>.

HOLST, J. J., “Reflections on the Making of a Tenuous Peace”, *Brown Journal of World Affairs* 1994. 1(1): 1–16.

HURRELL, Andrew (1996), ‘The United States and Latin America: neorealism re-examined’, in Ngaire Woods, ed., *Explaining international relations since 1945*, Oxford: Oxford University Press, p. 163.

HURRELL, Andrew (2004), “Power and the International System”, *Security Dialogue*, Vol. 35, No. 2, pp. 254-257

HURRELL, Andrew (2006), «Hegemony, Liberalism and Global Order : What Space for Would-be Great Powers?», *International Affairs*, vol. 82, no. 1, pp. 1-19.

HURRELL, Andrew & NARLIKAR Amrita (2006), « A New Politics of Confrontation? Brazil and India in Multilateral Trade Negotiations », *Global Society*, vol. 20, pp. 415-433.

HURRELL, Andrew (2006), “Hegemony in a region that dares not speak its name”, *International Journal*, summer, pp. 545-566

HURRELL, Andrew & SENGUPTA, Sandeep (2012), “Emerging powers, North–South relations and global climate politics”, *International Affairs*, Vol. 88, No. 3, pp. 463–484.

IIDA, Keisuke (1993), “When and How do Domestic Constraints Matter? Two-level Games with Uncertainty.” *Journal of Conflict Resolution* 37 (September): 403-426.

IKENBERRY, John G. (2004), ‘Liberalism and empire: logics of order in the American unipolar age’, *Review of International Studies* 30: 4 (Oct.), pp. 609–30.

IKENBERRY, John G. (2001), *After victory: Institutions, strategic restraint and the rebuilding of order after major war*, Princeton, NJ: Princeton University Press

International Crisis Group (2012), “The P5+1, Iran and the Perils of Nuclear Brinkmanship”, *Middle-East Briefing*, No. 34, 15 June, 16 p.

JAFFRELOT, Christophe (dir.) (2008), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris : Presses de Sciences Po.

KAHLER Miles, « Rising powers and global governance : negotiating change in a resilient status quo », *International Affairs*, Special issue, London : Royal Institute of International Affairs, forthcoming May 2013

KELMAN, H. C., “Contributions of an Unofficial Conflict Resolution Effort to the Israeli– Palestinian Breakthrough”, *Negotiation Journal*, 1995. 11(1): 19–27.

KELMAN, H. C & COHEN, S. "The Problem-Solving Workshop: A Social Psychological Contribution to the Resolution of Conflict." *Journal of Peace Research* 8(2)(1976): 79-90

KELMAN, H. C. (1982), "Creating Conditions for Israeli-Palestinian Negotiations." *Journal of Conflict Resolution*, No 26.

KEOHANE, Robert O. (2006/1984), *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton: Princeton University Press.

KHANNA, Parag (2009), *The Second World: How emerging powers are redefining global competition in the twenty-first century*, New York: Random House.

KISSINGER, Henry (1995), *Diplomacy, Reprint Edition*, New York, Touchstone Books (April 1).

KOLB, D. M. (1994), *When Talk Works: Profiles of Mediator*, San Francisco, CA: Jossey-Bass.

KRIESBERG, L. (1996), "Varieties of Mediating Activities and of Mediators", in *Resolving International Conflicts*, BERCOVITCH, J. (ed.), Boulder, CO & London: Lynne Rienner (219– 233).

KRIESBERG, Louis (2001), "Médiation and the transformation of the Israeli-Palestinian conflict", *Journal of Peace Research*, 2001; 38:3; pp.373-392, SAGE publications on behalf of International Peace Research Institute, Oslo (PRIO), <http://jpr.sagepub.com/cgi/content/abstract/38/3/373>.

KRIESBERG, Louis (2009), "Changing conflict asymmetries constructively", *Dynamics of Asymmetric Conflict*, Vol. 2, No. 1 (March), pp. 4-22.

KYDD, Andrew (2006), "When Can Mediators Build Trust?" *American Political Science Review* Vol. 100, No. 3 (Aug), pp. 449-462.

LAGENDIJK Joost, « Can Turkey pull up a second Teheran Declaration ? » *Today's Zamman*, 3 avril 2012. Disponible en ligne : <http://www.todayszaman.com/columnist-276228-can-turkey-pull-off-a-second-tehran-declaration-2.html>

LAKE, David A. & POWELL Robert (eds.) (1999), *Strategic Choice and International Relations*, Princetown, NJ, Princetown University Press.

MAIESE Michelle (2003), "Negotiation." *Beyond Intractability*. Eds. Guy Burgess and Heidi Burgess. Conflict Research Consortium, University of Colorado, Boulder (Oct), <<http://www.beyondintractability.org/essay/negotiation/>>.

MAKOVSKY, D. (1996), *Making Peace with the PLO: The Rabin Government's Road to the Oslo Accord*, Boulder, CO: Westview.

MARTIN, H. (2007), "Power in Médiation: does size matter?", Working paper, Oslo forum of médiators

MEARSHEIMER, John J. (2001), *The Tragedy of Great Power Politics*. New York: Norton.

MONTVILLE, J. V., & DAVIDSON, W. D., « Foreign Policy According to Freud »,

Foreign Policy, Winter 1981-82, 145-157.

NARLIKAR Amrita (2001), "Inter-State Bargaining Coalitions in Services Negotiations: Interests of Developing Countries", in Robert Stern ed., *Services in the International Economy*, Ann Arbor, University of Michigan Press

NARLIKAR Amrita (2009), *New Powers: How to Become One and How to Manage Them*, Hurst/Columbia University Press.

NARLIKAR Amrita (2010), "New Powers in the Club: The Challenges of Global Trade Governance", *International Affairs*, 86 (3) (May), pp. 717-728.

NARLIKAR Amrita (2012), "Bargaining for a Raise - How new powers test their mettle in the international system", German Council on Foreign Relations (feb, 1) <https://ip-journal.dgap.org/en/article/20448/print#footnote10_exqexc> .

National Intelligence Council (2004), *Rising Powers: The Changing Geopolitical Landscape. Report of the National Intelligence Council's 2020 Project*, Washington D.C.: Government Printing Office.

NEL Phillip, « Redistribution and recognition : what emerging powers want », *Review of International Studies*, Vol. 36 (4), 2010, pp. 951-974

NYE, Joseph S. (2004), *Soft power: the means to success in world politics*, New York: Public Affairs.

NYE S. Joseph, « What China and Russia don't get about Soft Power », *Foreign Policy*, April 29 2013, consulté en ligne le 29 avril 2013: http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/04/29/what_china_and_russia_don_t_get_about_soft_power

PAPE, Robert A. (2005), «Soft Balancing Against the United States», *International Security*, vol. 30, no. 1, pp. 7-45.

PARSI Trita (2012), *A Single Roll of the Dice: Obama's Diplomacy with Iran*, Yale University Press.

PAUL, T. V. (2005), «Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy», *International Security*, vol. 30, no. 1, pp. 46-71.

PELOPIDAS Benoit, « Les émergents et la prolifération nucléaire. Une illustration des biais téléologiques en relations internationales et de leurs effets », *Critique Internationale*, 2012/3 N° 56, p. 57-74

PETITEVILLE, Franck (2010) « La diplomatie de club » dans Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), *L'état du monde 2011*, La découverte.

PRINCEN, T. (1992), *Intermediaries in International Conflicts*. Princeton, NJ, Princeton University Press.

PRUITT, Dean.G. & CARNEVALE, Peter J. (1992), "Negotiation and Médiation", *Annual Review of Psychology*, Vol. 43, pp. 531-582.

PRUITT, Dean.G. (1996), "An Interdisciplinary Focus on International Médiation",

Peace and conflict : Journal of Peace Psychology, Vol. 2, No. 4, pp. 387-389.

PRUITT, Dean G., BERCOVITCH, Jacob & ZARTMAN, William (1997), "A Brief History of the Oslo Talks", *International Negotiation*, Vol. 2, pp. 177-182.

PRUITT, Dean G. (1997), "Lessons Learned from the Middle East Peace Process: Introduction", *International Negotiation*, Vol. 2, pp.175–176.

PRUITT, Dean G. (1997), "Ripeness Theory and the Oslo Talks", *International Negotiation*, Vol. 2, pp.237-250.

PRUITT, Dean G. (2000), "The Tactics of Third-Party Intervention", *Ethnic Conflicts*, Spring, pp. 245-254.

PUTNAM, Robert D. (1998), "Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games." *International Organization* 42:3.

QUANDT, William B. (2001), *Peace Process: American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict Since 1967, Revised Edition*, Berkeley, CA, University of California Press, (March 5).

RICHMOND Olivier & TELLIDIS Ioannis, « The BRICS and international peacebuilding and statebuilding », *NOREF Report*, Norwegian peacebuilding resource centre, January 2013

ROBERTS, Cynthia (2010), « Polity Forum: Challengers or Stakeholders? BRICs and the Liberal Order », *Polity*, vol. 42, no. 1, Janvier, pp. 1-13.

ROUHANA, N., "The Dynamics of Joint Thinking Between Adversaries in International Conflict: Phases of the Continuing Problem-Solving Workshop", *Political Psychology*, 1995, 16(2): 321–345.

RUBIN, J. Z. (ed.) (1981), *Dynamics of Third Party Intervention: Kissinger in the Middle East*. New York: Praeger.

SAVIR, U., *The Process: 1,100 Days That Changed the Middle East*, New York: Random House, 1998

SCHEMEIL, Yves (2012), « Des négociations interculturelles ? Cultures, calculs, cognitions, dans *Négociations internationales*, ouvrage collectif sous la direction de Delphine Placidi-Frot et Franck Petiteville, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

SCHEMEIL, Yves, Eberwein W.D, (2009), « Le mystère de l'énonciation : normes et normalité en relations internationales », pp. 7-62 dans Y. Schemeil et W.D. Eberwein, *Normer le Monde*, Paris, L'Harmattan, 387 p.

SCHIFF, A. (2010), "Quasi Track-One Diplomacy: An Analysis of the Geneva Process in the Israeli- Palestinian Conflict", *International Studies Perspectives*, Volume 11, Issue 2 (May), Wiley Periodicals for the International Studies Association.

SOARES de LIMA Marina Regina & HIRST Monica (2006), "Brazil as an

intermediate state and regional power,” *International Affairs* (Jan).

SOULE-KOHNDOU Folashadé (2012), « Coopération Sud-Sud et lutte contre la pauvreté : le cas du forum IBAS (Inde-Brésil-Afrique du sud) », *CERISCOPE Pauvreté*, [en ligne], consulté le 10/07/2012, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part4/cooperation-transregionale-et-lutte-contre-la-pauvrete-le-cas-du-forum-ibas>.

STEPP, J. A., “How does the Médiation Process work?”, *Mediate*, Posted : February 2003, <<http://www.mediate.com/articles/steppJ.cfm>>

WALT, Stephen (1985), “Alliance Formation and the Balance of World Power,” *International Security*, 9: 4.

WALTZ, Kenneth N. (2008), *Realism and International Politics*, New York: Routledge.

WATKINS, M. & LUNDBERG, K. (1998), “Getting to the Table in Oslo: Driving Forces and Channel Factors”, *Negotiation Journal*, 14 (April), pp. 115–135.

WITTES, T. C. (2010), *How Israelis and Palestinian Negotiate?*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press.

ZARTMAN, I. William & BERMAN, M. (1982), *The Practical Negotiator*, New Haven: Yale University Press.

ZARTMAN, I. William. & SEWELL, John W. (1984), “Global Negotiations: Path to the Future or Dead-End Street?”, *Third World Quarterly*, Vol. 6, No. 2 (April), pp. 374-410.

ZARTMAN, I. William, & TOUVAL, Sandy. (1996), “International Médiation in the Post Cold War Era”, in *Managing Global Chaos, Sources of and Responses to International Conflict*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press.

ZARTMAN, I. William (2001), “The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments”, *The Global Review of Ethnopolitics*, Vol. 1, no. 1 (September), pp. 8-18.

ZARTMAN, I. William (2002), “What I Want to Know about Negotiations”, *International Negotiation*, Vol. 7, pp. 5-15.

ZARTMAN, I. William (2003), "Ripeness", *Beyond Intractability*. Eds. Guy Burgess and Heidi Burgess. Conflict Research Consortium, University of Colorado, Boulder. Posted: August 2003 <<http://www.beyondintractability.org/essay/ripeness/>>.

ZUMETA, Z. (2000), “Styles of Médiation : Facilitative, Evaluative, and Transformative Médiation”, *Mediate*, posted : September 2000, <<http://www.mediate.com/articles/zumeta.cfm>>.